

Al-Shabaka : Se réappropriier l'OLP, relancer l'engagement des jeunes

Août 2020, [Al-Shabaka](#)

Table des matières

Al-Shabaka : Se réappropriier l'OLP, relancer l'engagement des jeunes.....	1
Introduction.....	2
La reconstruction de l'OLP : le Jihad islamique et le Hamas peuvent-ils y contribuer ?.....	5
La question de la représentation palestinienne : Élections vs Recherche d'un consensus.....	11
Le leadership palestinien par la résistance ou la perpétuation sans leader ? Le rôle de la jeunesse. .	16
Un modèle de guidance émanant de la diaspora palestinienne aux États-Unis.....	24
Rendre des comptes : L'OLP, d'hier à demain.....	28
Annexe 1 : Bref récapitulatif du contexte et de la structure de l'OLP.....	33

Les analystes d'Al-Shabaka, Nijmeh Ali, Marwa Fatafta, Dana El Kurd, Fadi Quran et Belal Shobaki répondent à ces questions et à d'autres dans ce rapport complet, le travail d'une année, facilité par Alaa Tartir et Marwa Fatafta.

La traduction de ce document est le fruit d'un travail collectif des sites web [ISM-France](#), [Charleroi pour la Palestine](#) et [Chronique de Palestine](#).



Introduction

Le mouvement national palestinien traverse une crise aiguë en étant confronté à des obstacles sans précédent dans sa quête de l'autodétermination. Les accords d'Oslo des années 1990 et le projet d'Etat qu'ils ont produit n'ont été nullement à même d'apporter la justice au peuple palestinien. Au contraire, Israël durcit son contrôle militaire sur le territoire palestinien qu'il a occupé en 1967 et il continue à étendre son entreprise d'implantation illégale. Pendant ce temps, l'annexion du reste du territoire occupé se mue rapidement en réalité [1].

En outre, les centaines de milliers de Palestiniens dépossédés par Israël en 1948 et une fois encore en 1967 représentent aujourd'hui, avec leurs descendants, près de la moitié du peuple palestinien. Ils voient leurs possibilités de retour et, en effet, de survie de plus en plus malaisées en raison du soutien et de l'encouragement des Etats-Unis aux violations des lois internationales par Israël. Dans un même temps, la discrimination systématique à l'égard des citoyens palestiniens d'Israël depuis la création de l'Etat a fait l'objet de codifications supplémentaires et elle est de plus en plus décrite comme de l'apartheid.

Tant la direction de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) que celle de l'Autorité palestinienne (AP) ont écarté leurs priorités de la libération nationale et de la concrétisation des droits fondamentaux du peuple palestinien. Elles se concentrent désormais à conserver leur emprise sur le contrôle d'enclaves limitées, privées d'autonomie et, a fortiori, de souveraineté. En Cisjordanie occupée, le président Mahmoud Abbas et sa faction politique du Fatah continuent à dominer et l'AP et l'OLP, en monopolisant la prise de décision et en écrasant les dissensions. De même, le Hamas, qui, en 2007, a arraché le contrôle de la bande de Gaza à l'AP, gère une structure de gouvernance parallèle à celle de l'AP et tout aussi intolérante à l'égard des dissensions. Et, jusqu'à présent, aucune tentative de médiation en vue de réconcilier le Hamas et le Fatah n'est parvenue à mettre fin au schisme politique.

En bref, les structures palestiniennes de gouvernance à tous les niveaux sont faibles et non démocratiques. Aucun mécanisme de fonctionnement n'a été mis en place pour garantir leur renouvellement par le biais d'une infusion de nouveaux acteurs politiques et de nouvelles idées ni pour forcer la direction à rendre des comptes au peuple palestinien qu'elle représente. On a gaspillé beaucoup d'encre sur les manquements de la direction palestinienne ainsi que sur la domination du Fatah sur la politique et les institutions palestiniennes, sur la scission entre le Fatah et le Hamas et sur les tendances alarmantes de l'AP à l'autoritarisme. Il existe également une pléthore d'études politiques, d'exercices de vision future et de planifications de scénarios en vue d'une ère de l'après-Abbas.

Néanmoins, il reste encore des questions sans réponse qu'il convient d'aborder à propos de la direction et de sa responsabilité dans le projet national palestinien. Par conséquent, Al-Shabaka : le Réseau de la politique palestinienne a réuni son deuxième Cercle politique sur la direction et la responsabilisation afin de traiter la question de la récupération de l'OLP ainsi que celle des modèles de direction et de responsabilisation qui pourraient redonner vie à la sphère politique palestinienne [2].

Ce Cercle politique est spécialement destiné aux jeunes Palestiniens. Alors que d'autres générations de Palestiniens peuvent être désillusionnées ou se sentir déconnectées de l'OLP et de la direction palestinienne, bien des jeunes Palestiniens disposent de peu d'informations sur l'OLP et n'ont aucune envie de s'y engager [3].

Le présent rapport cherche à les situer dans les défis du passé et dans le potentiel du futur. En particulier, deux des articles abordent la question de dirigeants jeunes.

Il convient de faire remarquer que ce rapport s'appuie sur la prémisse que l'OLP est la seule représentante du peuple palestinien et qu'il ne suggère aucune alternative à cet état de chose. En effet, dans les circonstances actuelles et en dépit de toutes les critiques et de ses dysfonctionnements, l'OLP reste le seul mécanisme

institutionnel établi à pouvoir être ravivé et reconquérir sa représentativité – pour autant qu’il assume à nouveau ses responsabilités.

Douze membres du réseau politique d’Al-Shabaka ont participé à l’analyse et la synthèse qui ont contribué au présent rapport. Tous les participants n’ont pas livré des articles mais chacun d’entre eux a contribué à sa façon au rapport. Alaa Tartir et Marwa Fatafta ont coanimé le Cercle politique, alors que Yara Hawari, Inès Abdel Razek et Jamil Hilal ont procédé à un examen par les pairs de tous les articles, partageant leurs commentaires et leur apport à tous les stades. Ali Abdel-Wahab, Diana Buttu et Amjad Iraqi ont apporté généreusement leurs idées, leurs suggestions et leur expertise tout au long du processus. Les autres membres du Cercle politique ont assumé la tâche de produire les articles spécifiques identifiés par le groupe tels qu’ils sont repris plus loin.

Le premier article est de Belal Shobaki, qui a beaucoup publié sur l’Islam politique et sur l’identité. Dans La reconstruction de l’OLP, il retrace l’évolution politique du Hamas et du Djihad islamique et il explique pourquoi le temps n’a jamais été plus propice à leur intégration à l’OLP, dont ils ont été exclus voici près de trente ans.

Dans La question de la représentation, Nijmeh Ali, qui a étudié le pouvoir des groupes opprimés à générer le changement social, traite ensuite la question de la nature intrinsèque de l’OLP : Est-ce un mouvement de libération ou un gouvernement ? Le système de représentation qu’il doit adopter – mettre sur pied un consensus, ou procéder à des élections – dépend de la réponse. Dans les Annexes I, II et III, le lecteur découvrira un bref aperçu de l’histoire de l’OLP ainsi qu’un tableau présentant sa structure.

Fadi Quran apporte son expertise dans les lois internationales, les campagnes et l’entrepreneuriat afin de se pencher sur la question de la direction dans les Territoires palestiniens occupés (TPO). Ici, il aborde les obstacles réels, parfois délibérés en fait, au développement d’une direction authentique, particulièrement parmi les jeunes, et il insiste sur le fait que la guidance dans la résistance est la voie par excellence pour sortir de l’impasse.

Un modèle convaincant de guidance des jeunes est proposé par Dana El Kurd, spécialisée dans la police comparative et qui a étudié la façon dont les modèles internationaux affectent l’autoritarisme dans les TPO. Pour ce rapport, son analyse de la création et du développement du Mouvement de la jeunesse palestinienne, ainsi que de la façon dont il évolue avec succès en s’identifiant et à certaines questions et en les abordant à chacun de leurs stades, est particulièrement instructive.

Le dernier article a été rédigée par la coanimatrice Marwa Fatafta, qui restitue la question de la responsabilisation dans la lutte pour récupérer l’OLP. Elle fait remarquer que la responsabilisation était minime, même à l’apogée de l’OLP, et elle examine la façon de s’assurer qu’elle fera partie du futur mouvement national.

Outre les articles susmentionnés, Dana El-Kurd, Nijmeh Ali, Fadi Quran et Jamil Hilal ont contribué par des commentaires dans le cadre de leur participation au Cercle politique, commentaires que l’on peut trouver sur le site internet d’Al-Shabaka. Les membres du Cercle politique ont également été présents à un débat d’Al-Shabaka sur la participation palestinienne aux élections israéliennes, ainsi qu’à deux laboratoires politiques d’Al-Shabaka sur les élections palestiniennes et sur la direction palestinienne en ces temps de pandémie.

L’équipe du Cercle politique aimerait remercier le département fédéral suisse de la division Sécurité humaine des Affaires étrangères, de même que le Bureau de la représentation suisse à Ramallah pour leur soutien à l’ensemble des tâches, tout en soulignant aussi que tous les points de vue, opinions et analyses sont les nôtres. Nous aimerions également remercier les collègues d’Al-Shabaka Megan Driscoll, qui a supervisé l’ensemble des tâches, et Mimi Kirk, qui s’est chargée du contrôle de qualité.

Le présent rapport n’est en aucune façon exhaustif ou définitif. En effet, indépendamment de ce Cercle politique, une autre équipe d’Al-Shabaka produit une étude, censée être publiée en septembre 2020, qui se concentre sur le Corps diplomatique afin d’évaluer son rôle dans la représentation du peuple palestinien et

voir jusqu'où la diaspora palestinienne est ou pourrait être engagée dans la poursuite d'objectifs nationaux. En attendant, vous avez en main le rapport du Cercle politique, lequel a été entrepris en guise de contribution à la discussion concernant la relance de la lutte de libération de la Palestine pour la liberté et l'autodétermination.

Notes :

[1] Cette section fait référence à un article de contexte de la coanimatrice du Cercle politique, Marwa Fatafta.

[2] Un Cercle politique d'Al-Shabaka consiste en une méthodologie spécifique en vue d'engager un groupe d'analystes de son réseau dans une étude et une réflexion à long terme sur une question d'une importance capitale pour le peuple palestinien. Les articles émanant du premier Cercle politique sur la direction et la responsabilisation peuvent être trouvés [ici](#) et [ici](#) et [ici](#).

[3] Voir ici pour une ressource en ligne engagée sur l'histoire du mouvement national palestinien depuis les années 1950 et tout au long des années 1970, ressource produite par l'Université d'Oxford, et qui comprend des ressources primaires et des comptes rendus de première main collectés parmi les personnes qui ont participé et vécu durant cette période.

Traduction : [Charleroi pour la Palestine – Jean-Marie Flémal](#)

La reconstruction de l'OLP : le Jihad islamique et le Hamas peuvent-ils y contribuer ?

Par [Belal Shobaki](#)

Lorsque Ahmad Al-Shuqairi a fondé l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en 1964, il imaginait une entité qui représenterait tous les Palestiniens.

Cependant, il n'a pas pu aller au bout de cette vision car le Fatah a exprimé son [manque de confiance](#) en lui et en sa politique dans une déclaration à la réunion des ministres arabes des affaires étrangères du 9 décembre 1967 au Caire. Le Fatah s'était auparavant prononcé contre la tutelle arabe de la cause palestinienne et pour la nécessité de libérer la Palestine par la lutte armée. La position actuelle du Hamas et du Jihad islamique à l'égard de la plate-forme politique de l'OLP s'apparente à celle du Fatah à la fin des années 60.

Cependant, la position des deux mouvements islamistes s'est fondée non seulement sur la critique de la plate-forme politique et de la structure organisationnelle de l'OLP, mais aussi sur des bases doctrinales. Alors qu'il n'a fallu qu'un an au Fatah pour adhérer à l'OLP après la publication de sa déclaration de 1967, ni le Hamas, créé en 1987, ni le Djihad islamique n'ont pu s'y joindre à ce jour. Pendant de nombreuses années, aucun des deux mouvements n'a pu séparer ses convictions politiques de ses convictions religieuses sans saper complètement ses principes fondamentaux et perdre ses électeurs. Cependant, au cours des trois décennies mouvementées passées dans l'arène politique palestinienne, tant le Hamas que le Jihad islamique – et en particulier le Hamas – ont fait évoluer leur position vis-à-vis de l'OLP.

Ce document traite de l'évolution de chaque mouvement islamiste au cours des trois dernières décennies ainsi que de leur pragmatisme croissant. Il examine la manière dont les obstacles à l'intégration des deux organisations sont désormais plus politiques que doctrinaux, et propose un certain nombre de points de départ pour la reconstruction du mouvement national palestinien.

Le Hamas, le Jihad islamique et la longue route vers la déclaration du Caire

Lorsque le Hamas a publié sa charte en 1988, il s'adressait à l'OLP dans l'article 27, en ces termes :

L'Organisation de libération de la Palestine est la plus proche du cœur du Mouvement de résistance islamique... Nous partageons la même patrie, le même malheur, le même destin et le même ennemi. Influencée par les circonstances entourant sa fondation, la confusion intellectuelle qui règne dans le monde arabe... l'OLP a embrassé l'idée d'un État laïque. L'idéologie laïque est diamétralement opposée à l'idéologie religieuse. L'idéologie détermine les positions, les modes de conduite et les résolutions. C'est pourquoi, si le Mouvement de la résistance islamique exprime son appréciation pour l'OLP... il ne peut échanger la nature islamique de la Palestine contre une pensée laïque... C'est lorsque l'OLP adoptera définitivement l'Islam comme ligne directrice que nous deviendrons ses combattants et le combustible de son feu qui brûlera les ennemis.

Il est clair que ces propos positifs à l'égard de l'OLP ne pouvaient pas combler le fossé laïco-religieux entre les deux mouvements. En effet, la position du Hamas suggère qu'il a cherché à assurer un *leadership* dès le début. Tout en se présentant comme un mouvement de libération contre l'occupation, le Hamas avait une vision claire de l'avenir de la Palestine en tant que pays islamique où l'Islam était pratiqué comme un mode de vie. Sa position suggère également que l'échec de l'OLP à embrasser l'Islam de cette manière empêcherait le Hamas de rejoindre les rangs du Fatah contre l'occupation, et même qu'il ne combattrait pas l'occupation sous l'égide de l'OLP. En fait, le Hamas a appelé à plusieurs reprises à des actes de résistance pendant la première Intifada qui étaient [différents](#) de ceux défendus par les différentes factions de l'OLP. En réponse, l'OLP a contesté le patriotisme du Hamas et a accusé le mouvement de saboter le consensus national.

Les développements de ces dernières années favorisent une relance de l'OLP bien qu'il y ait encore des oppositions institutionnelles à surmonter

Étant donné que la charte du Hamas ne traitait pas pleinement de la position de l'organisation sur l'OLP en tant que représentant légitime du peuple palestinien, le Hamas a par la suite publié des déclarations plus claires concernant les mécanismes utilisés pour constituer le Conseil national palestinien (CNP) ainsi que la plate-forme politique de l'OLP. Par exemple, dans sa réponse d'avril 1990 à l'invitation du président du CNP de l'époque, Abdul Hamid Al-Sayeh, à participer aux préparatifs de la prochaine session du CNP, le Hamas a [exposé](#) deux de ses principaux désaccords avec l'OLP :

1) *La légitimité de la représentation du peuple palestinien par l'OLP est conditionnée par le fait que le CNP reflète le poids respectif des différentes factions en fonction des élections ou des nominations ;*

2) *La plate-forme politique de l'OLP ne doit pas contredire les croyances du peuple palestinien musulman telles qu'elles sont énoncées dans la charte du Hamas, qui stipule que le fait de renoncer à une partie quelconque de la terre viole la doctrine islamique, et que le fait de séparer le politique du religieux vide les mouvements civils, les institutions et les organisations de tout rôle significatif.*

Lorsque la première Intifada a diminué d'intensité et que l'ère d'Oslo a commencé, l'OLP est entrée en état de suspension, tandis que la charte du Hamas était un document ignoré auquel personne ne faisait référence, à l'exception des universitaires dans leurs recherches et des politiciens israéliens dans leurs efforts pour condamner le Hamas dans les forums diplomatiques ou les médias. Au cours des années 1990, le Fatah, préoccupé par la gestion de l'Autorité palestinienne (AP) sous le régime d'occupation, a mis l'OLP sur la touche tandis que le Hamas lançait une résistance armée, devenant ainsi la cible non seulement d'Israël mais aussi des services de sécurité de l'AP.



Décembre 2012 – Rassemblement du mouvement Hamas à Gaza – Photo : Archives info-Palestine.eu

L'échec des négociations de Camp David en 2000 pour transformer l'AP de l'après-Oslo en un État palestinien et le déclenchement de la deuxième Intifada ont inauguré une nouvelle phase dans laquelle les

factions de l'OLP sont revenues à la résistance contre l'occupation aux côtés du Hamas et du Jihad islamique. Comme dans le cas de la première Intifada, la résistance n'a pas été organisée sous un même et unique parapluie politique. Cependant, les désaccords internes palestiniens ont été moins aigus, en particulier en raison de l'invasion à grande échelle du territoire palestinien occupé (TPO) par le Premier ministre israélien Ariel Sharon.

La déclaration du Caire de 2005 reste aujourd'hui une base solide pour reconvoquer les factions politiques qui représentent la principale ressource et la légitimité de l'OLP

La déclaration du Caire a permis de dégager un consensus palestinien sur la nécessité de relancer l'OLP, surtout après les tentatives israéliennes de miner l'AP. En effet, les partis politiques réunis au Caire ont estimé que le maintien de l'OLP à l'écart équivalait à un suicide politique. La Déclaration affirmait donc que les personnes réunies :

... ont convenu de développer l'Organisation de libération de la Palestine sur des bases qui seront réglées de manière consensuelle afin d'inclure toutes les forces et factions palestiniennes, l'organisation étant le seul représentant légitime du peuple palestinien. Pour ce faire, il a été convenu de former un comité pour définir ces bases, et ce comité sera composé du président du Conseil national, des membres du Comité exécutif de l'OLP, des secrétaires généraux de toutes les factions palestiniennes et de personnalités nationales indépendantes. Le président du comité exécutif convoquera ce comité.

Pour le Hamas, la déclaration du Caire a représenté un net changement par rapport à ses anciennes positions. C'est en partie à la suite de cette déclaration qu'il a décidé de [participer](#) aux deuxièmes élections du Conseil législatif palestinien (CLP), alors que ce conseil avait été créé dans le cadre des accords d'Oslo, qu'il voyait comme une trahison. En effet, le Hamas avait refusé de participer aux élections de 1996 du CLP et avait interdit à ses membres de le faire. Cependant, le Hamas a considéré que les Accords avaient été invalidés lorsque les chars de Sharon ont démoli le siège de l'AP.

Il a également attribué le retrait d'Israël de Gaza à sa résistance. Les acteurs locaux et internationaux ont approuvé la participation du Hamas ou ont fermé les yeux sur celle-ci, pensant qu'elle allait l'intégrer et le contenir dans le cadre de l'AP, comme l'a déclaré sans équivoque Condoleezza Rice, alors conseillère à la sécurité nationale des États-Unis.

La déclaration du Caire s'est également démarquée des premières déclarations du Jihad islamique. Bien que le Jihad islamique se soit rarement heurté à l'OLP et au Fatah puisqu'il n'est pas un rival sur le plan électoral, sa position n'était pas très différente de celle du Hamas. Son fondateur et secrétaire général, Fathi Shaqaqi, a exposé la position de son mouvement :

Les points de faiblesse du projet national palestinien résident dans l'idéologie politique nationale elle-même qui exclut l'Islam. En même temps, le mouvement islamique traditionnel n'était pas impliqué dans la cause palestinienne... Ceux qui ont embrassé l'idéologie islamique ne se sont pas engagés en Palestine, tandis que ceux qui l'ont fait (le mouvement national) ont exclu l'Islam de leur rhétorique intellectuelle et révolutionnaire. Nous, d'autre part, avons découvert que la Palestine était une partie fondamentale du Coran, et nous avons donc réalisé que la cause palestinienne était au centre du mouvement islamique et de la nation islamique et arabe. [1]

Au-delà des années perdues dans la division

En signant la déclaration du Caire, qui appelle à la relance de l'OLP sur la base du consensus, le Hamas et le Jihad islamique estiment que la question de l'idéologie de l'OLP ainsi que la question de l'adoption de l'Islam ont été transcendées. Sur la base de cette déclaration, les deux mouvements pouvaient rejoindre l'OLP ; les conditions d'accès étaient en définitive plus procédurales que substantielles.

Cependant, les développements politiques ultérieurs ont inhibé toute voie constructive. En 2006, le Hamas a remporté les élections législatives, mais le Fatah ainsi que les acteurs régionaux et internationaux ont refusé d'accepter ce résultat et ont cherché à saboter sa prise de responsabilité. En 2007, le Hamas a autorisé sa branche militaire à [prendre le contrôle](#) de Gaza. Depuis lors, le mouvement national palestinien est déchiré par des luttes intestines et les Palestiniens ont dépensé la majeure partie de leur énergie politique à gérer la division Fatah-Hamas plutôt qu'à s'appuyer sur les succès de la Déclaration du Caire pour relancer l'OLP. Le coût pour le peuple palestinien et sa cause a été quasiment désastreux.

Les développements de ces dernières années ont permis d'envisager une relance de l'OLP, même s'il reste des concurrences institutionnelles à surmonter. Par exemple, le Fatah serait désireux de relancer l'OLP afin de créer un nouvel espace en dehors de l'AP qui réduirait le Hamas à la taille congrue. De plus, le Fatah voudrait faire revivre l'OLP sans réformes ni élections – un point de désaccord important. Il a également [exigé](#) que le Hamas et le Jihad islamique reconnaissent l'OLP comme le seul représentant légitime du peuple palestinien sans conditions préalables, ce que les deux mouvements ont refusé à plusieurs reprises.



Une palestinienne qui soutient le mouvement du Jihad islamique, tient un exemplaire du Coran lors d'un rassemblement dans la ville de Gaza – Photo : Archives Info-Palestine.eu

Néanmoins, les pressions exercées sur les deux mouvements ainsi que les transformations régionales liées aux soulèvements arabes, à la baisse du soutien syrien et iranien et à la disparition des Frères musulmans en Égypte ont poussé le Hamas et le Djihad islamique à modifier leur discours politique, y compris sur l'OLP.

Le [document de 2017](#) du Hamas sur les principes généraux et les politiques a remplacé la charte originale, déclarant que « l'OLP est un cadre national pour le peuple palestinien à l'intérieur et à l'extérieur de la Palestine. Elle doit donc être préservée, développée et reconstruite sur des bases démocratiques afin d'assurer la participation de tous les constituants et forces du peuple palestinien, d'une manière qui garantisse les droits des Palestiniens ». Cette déclaration indique clairement que le Hamas accorde plus d'attention aux cadres démocratiques et aux droits politiques plutôt que de se référer à son ancienne phraséologie islamiste. Ce changement majeur peut être exploité pour faciliter l'adhésion du Hamas à l'OLP.

Ce document a voulu montrer comment le Hamas et le Jihad islamique ont évolué – des années 1980 à la Déclaration du Caire de 2005 et aux élections subversives de 2006 – dans leur position vis-à-vis de l'OLP en tant que seul représentant du peuple palestinien. Il n'a pas cherché à aborder l'impact de cette division sur le projet national palestinien ou sur le sort du peuple palestinien et il s'est plutôt concentré sur les changements significatifs intervenus au sein du Hamas et du Jihad islamique, qui sont passés d'une approche doctrinale de la gouvernance à une approche démocratique.

Quant au Jihad islamique, bien que son nouveau document de 2018 réaffirme que l'OLP ne représente pas l'ensemble du peuple palestinien et qu'elle doit être reconfigurée, il n'invoque pas la [rhétorique](#) de Shaqaqi sur l'ancrage de l'action nationale dans les enseignements islamiques. Il appelait plutôt à la reconstruction de l'OLP par des moyens démocratiques. Le [refus](#) du Jihad islamique de signer la déclaration de clôture des réunions de Moscou de 2019 était tout à fait conforme à son document politique : il rejette la présentation de l'OLP comme étant le seul représentant légitime du peuple palestinien s'il n'est pas fait référence à la nécessité de réformes et d'élections pour choisir les membres du CNP.

Mettre fin à la division et reconstruire l'OLP

Les pressions sur le Hamas et le Fatah se sont accrues. L'AP en tant que structure nationale a été érodée et ses rôles fonctionnels ont été renforcés. Le Hamas et le Jihad islamique éprouvent des difficultés en raison du blocus, des transformations régionales et de leur engagement dans la gestion des affaires publiques dans la bande de Gaza, alors qu'ils continuent d'être réprimés en Cisjordanie. Les deux factions doivent maintenant faire face à la redoutable menace de la pandémie du COVID-19.

Le développement le plus significatif qui pousse les Palestiniens à rejoindre l'OLP est peut-être extérieur au corps politique palestinien : non seulement les tentatives de longue date pour parvenir à un règlement politique avec Israël ont échoué, mais la décision d'Israël d'annexer directement la Cisjordanie, après avoir annexé Jérusalem-Est et le plateau du Golan, n'a même pas laissé entrevoir la possibilité d'un règlement négocié.

Le besoin des Palestiniens d'un *leadership* efficace et représentatif n'a jamais été aussi fort. Actuellement, il n'existe pas un seul organe politique qui puisse prétendre être le seul et légitime représentant du peuple palestinien, et il n'y a pas de propositions visant à créer un tel organe. Toutes les factions, y compris le Hamas et le Jihad islamique, reconnaissent l'importance et la nécessité de revitaliser l'OLP et de rétablir ses pouvoirs et son autorité. Le Hamas et le Jihad islamique ont su dépasser leur ancienne condition préalable selon laquelle l'OLP devait adopter l'Islam comme base de toutes leurs initiatives et activités.

La déclaration du Caire de 2005 constitue toujours une base solide pour réunir à nouveau les factions politiques qui constituent la principale composante de l'OLP. Le document politique du Hamas de 2017 et celui du Jihad islamique de 2018 contribuent également à la marche à suivre. Le consensus autour de la nécessité de réformer et de revitaliser l'OLP doit aboutir à un consensus sur la méthode d'élection du CNP. Un accord doit être conclu sur les mécanismes des élections, là où cela est possible, et sur d'autres méthodes pour assurer la représentation des Palestiniens qui ne peuvent pas participer aux scrutins. Le mandat du CNP nouvellement constitué comprendrait la révision du programme politique de l'OLP et la création de comités chargés de reconstruire et de restructurer les institutions de l'OLP conformément à ce programme politique – c'est-à-dire mettre en place des institutions représentatives de tous les Palestiniens.

Le peuple palestinien, sur sa terre comme en exil, a montré au cours d'un siècle qu'il est capable de recréer son projet national d'autodétermination, de liberté et de droits. Ce document y apporte une modeste contribution en montrant que certains des éléments de base sont là et peuvent – et doivent – être exploités sans délai.



* **Belal Shobaki**, membre de l'équipe politique d'Al-Shabaka, est le responsable du département de sciences politiques de l'université d'Hébron, en Palestine. Il est membre de l'Association américaine d'études politiques et a publié des ouvrages sur l'Islam politique et l'identité. Shobaki est l'ancien rédacteur en chef du journal Alwaha en Malaisie. Il a également été maître de conférences au département de sciences politiques de l'université nationale An-Najah et responsable de l'unité de recherche du Centre palestinien pour la démocratie et les études.

Note :

[1] Rifat Sayed Ahmad, Blood Beats the Sword: The Complete Works of Dr. Fathi Al-Shaqaqi, Jaffa Center for Studies and Research, Cairo, 1st Edition, 1997, 78

Traduction : Chronique de Palestine - Lotfallah

La question de la représentation palestinienne : Élections vs Recherche d'un consensus

Par [Nijmeh Ali](#)

Depuis des années, les Palestiniens tentent de faire revivre leur représentation nationale, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Dans le cadre de ces contributions, de nombreux Palestiniens ont exigé des élections directes au Conseil national palestinien (CNP), l'organe législatif de l'OLP. Cependant, l'OLP n'est pas un État et le peuple palestinien a plusieurs statuts civiques selon sa situation géographique. Ainsi, toute tentative d'aborder la question des élections doit tenir compte de ces particularités. Le présent article vise à élargir le débat sur la représentation en examinant deux questions clés : la forme de la représentation et les défis posés par les structures de l'OLP elle-même, et conclut avec quelques suggestions pour l'avenir.

Garantir la représentation par l'engagement

L'arabe distingue entre *tamtheel syasi* (représentation politique) et *inkherat syasi* (engagement politique). Il s'agit d'une distinction essentielle et toute discussion sur la représentation de l'OLP doit être définie en termes politiques d'engagement et de participation. Selon la Loi fondamentale de l'OLP, l'engagement des Palestiniens dans les institutions de l'OLP est un devoir national, comme l'indique le chapitre 1, article 4: [1].

Tous les Palestiniens sont membres naturels de l'Organisation de libération de la **Palestine**, accomplissant leur devoir de libérer leur pays selon leurs capacités et leurs qualifications. Le peuple palestinien est la base de cette organisation.



Des manifestants se sont rassemblés à Gaza devant un bâtiment de l'Unesco le 15 septembre pour dénoncer les accords de normalisation - Photo: MEE/Mohammed al-Hajjar

Le fait que l'OLP ait adopté un style de résistance de guérilla et ait insisté pour que les décisions palestiniennes soient indépendantes des régimes arabes lui a donné la légitimité de mobiliser et d'engager les Palestiniens, en particulier ceux des camps de réfugiés, qui étaient jusqu'alors considérés comme des victimes malheureuses. Comme l'a dit Fathi Abu al-Ardat : « *Pour la première fois après la Nakba et la défaite de 1967, la création de l'OLP a créé un point de référence autour duquel notre peuple a pu se rassembler et mettre en commun ses énergies* ».

Ainsi, après que les organisations de guérilla aient pris le contrôle de l'OLP en 1968-69, les Palestiniens ordinaires se sont profondément engagés dans les institutions de l'OLP, tant au niveau politique que communautaire. La composition du Conseil national palestinien a été reformulée pour inclure diverses factions, groupes et individus, parmi lesquels des représentants des camps de réfugiés et des associations professionnelles. L'engagement politique et la création d'un sentiment d'appartenance ont généré une représentation authentique. La population à tous les niveaux a donné une légitimité à l'OLP en raison de son implication dans l'action collective. Cette forme de représentativité politique était similaire à celle des autres mouvements de libération nationale. [2]

En 1974, dix ans après la création de l'OLP, le Sommet arabe de Rabat l'a reconnue comme étant "l'unique représentant légitime du peuple palestinien", la considérant comme responsable d'agir au nom des Palestiniens du monde entier. [3] Cette même année, le 22 novembre, l'OLP a obtenu le statut d'observateur à l'Assemblée générale des Nations unies, représentant le peuple palestinien au nom de la Palestine. Elle a également représenté la Palestine au sein du Mouvement des pays non alignés, de l'Organisation de la conférence islamique et de nombreuses autres plateformes, et a ouvert de nouvelles ambassades et bureaux de représentation dans le monde entier. [4]

Ce type de représentativité politique, obtenu grâce à une reconnaissance régionale et internationale, s'est appuyé sur la représentation populaire que l'OLP avait obtenue auparavant et qui était saluée par les Palestiniens, d'autant plus qu'elle renforçait l'indépendance des décisions politiques palestiniennes. Elle a permis à l'OLP de négocier et de signer des accords politiques représentant le peuple palestinien, comme cela a été fait plus tard avec les accords d'Oslo dans les années 1990.

Pour un mouvement de libération comme l'OLP, la légitimité de la représentation a été fondamentale pour créer le mouvement national palestinien et ses structures tout en reconstruisant l'identité palestinienne en engageant le peuple dans un projet politique national commun. Il convient de souligner que la représentation a été obtenue par l'engagement et la recherche de la reconnaissance plutôt que par des élections (voir également l'argument de Mouin Rabbani dans cette table-ronde). Le caractère représentatif de l'OLP n'a été remis en question que lorsqu'il a été perçu comme abandonnant les revendications nationales du peuple palestinien.

L'abandon du peuple palestinien par l'OLP

Jusqu'en 1988, l'OLP avait pour objectif de représenter tous les Palestiniens et de les mobiliser pour participer à la libération de la **Palestine**. En fait, l'abandon de cet objectif a commencé progressivement en 1974 avec l'adoption par l'OLP de son Programme en dix points, qui affirme sa volonté de construire une autorité nationale "sur chaque partie du territoire palestinien libéré" dans le but de parvenir, à terme, à la libération de tout le territoire palestinien. Cependant, la réunion du CNP de 1988 marque l'acceptation officielle de la solution à deux États - qui réduirait la Palestine et les Palestiniens à la fois géographiquement et démographiquement - comme une résolution finale du conflit israélo-palestinien.

La création de l'Autorité nationale palestinienne (AP) dans les zones territoriales limitées convenues avec Israël par les accords d'Oslo a marqué une étape importante dans l'évolution de l'OLP et a apporté de nouveaux défis. Bien qu'elle soit restée officiellement le seul représentant légitime du peuple palestinien, le doute grandit quant à l'étendue de sa représentativité politique. Tout d'abord, le centre de gravité de l'activité

politique s'est déplacé vers le territoire occupé par Israël en 1967. De plus, l'AP, qui devait à l'origine fonctionner comme une entité administrative pendant cinq ans, est devenue une réalité politique permanente dépendant des électeurs résidant dans le territoire palestinien occupé (TPO).

Ainsi, outre l'exclusion des Palestiniens en Israël, les Palestiniens de la diaspora ont été marginalisés dans les nouvelles structures politiques, tout comme leur engagement dans les institutions de l'OLP. De plus, les structures de l'OLP ont été vidées de leur substance lorsque le processus décisionnel a été transféré à l'AP et à ses institutions, bien que la même personne soit restée présidente de l'OLP et président de l'AP (Yasser Arafat a occupé ces postes jusqu'à sa mort en 2004, lorsque Mahmoud Abbas a pris la relève). En effet, après Oslo, l'OLP a perdu son objectif premier de libération et, avec lui, une partie importante du peuple palestinien - les réfugiés. L'AP a dominé la scène politique, représentant une nouvelle ère de construction de l'État, de gouvernance et de citoyenneté, et la majorité du peuple palestinien n'en faisait pas partie.

La question de la représentation va donc au-delà de la question restreinte du nombre, des sièges et du partage du pouvoir. Il s'agit plutôt de savoir quels Palestiniens l'OLP et l'AP cherchent à représenter et, plus important encore, quel projet politique l'OLP cherche à réaliser. Selon la définition classique de la représentativité politique, il est possible que des réformes structurelles puissent améliorer le statut représentatif de l'OLP. [5] Cependant, la question demeure de savoir si les institutions restructurées représenteraient en fait les demandes d'autodétermination et de liberté des Palestiniens.

Réforme de l'OLP : retour vers le passé ou cap vers l'avenir ?

La structure actuelle de l'OLP est fondée sur la Charte modifiée de l'OLP et sur la Loi fondamentale qui a été établie en 1968 après que les groupes de résistance palestiniens aient pris le contrôle. La principale modification entreprise par la nouvelle direction a consisté à faire passer le CNP d'un système de représentation électorale basé sur la règle de la majorité à un système de quotas et de prise de décision par consensus. Le consensus, connu en arabe sous le nom de *ijmaa*, a été adopté pour renforcer l'unité politique plutôt que la rivalité et les affrontements, et pour garantir que des groupes spécifiques associés à des régimes arabes n'aient pas la capacité de saper le processus. En outre, il était extrêmement difficile d'organiser des élections démocratiques étant donné la dispersion des Palestiniens qui se trouvaient désormais sous le contrôle de différents États.

De plus, la prise de décision par consensus correspondait à la nature de l'OLP en tant que fédération des nombreux groupes révolutionnaires qu'elle englobait. Elle convenait également à un contexte caractérisé par des changements rapides et spectaculaires, car elle privilégiait la poursuite d'objectifs communs plutôt que les différences idéologiques. En outre, la réalisation d'un consensus dépendait des négociations et de l'accord entre toutes les parties, ce qui pouvait donner du pouvoir à des partis et des groupes plus petits tels que les femmes et les syndicats. Cependant, la théorie ne reflète pas nécessairement la réalité, notamment en ce qui concerne le comportement politique des sociétés collectives telles que la société palestinienne.

Pour comprendre la politique dans la société palestinienne, il faut aussi comprendre la structure sociale arabe. Halim Barakat souligne que la société arabe est à l'image de la famille. Les partis et les factions palestiniennes sont devenus la nouvelle famille pour les membres qui ont transformé la même hiérarchie d'âge et de loyauté envers le père/le chef. [6] Par conséquent, malgré le développement du mouvement national palestinien et le changement du modèle familial politique d'avant 1948, lorsque les familles Husseini et Nashashibi dominaient, le comportement politique n'a pas beaucoup mûri. Cela a affecté la nature représentative de l'OLP et contribue à expliquer l'absence de nouveaux visages et de nouveaux noms dans les postes de direction.

En réalité, le système des quotas et le mode de nomination ont donc facilité la domination de partis politiques puissants au sein de l'OLP, principalement le Fatah. Ces mécanismes ont également maintenu les hiérarchies sociales par la nomination de personnes "adéquates" selon les normes prévalant dans la société palestinienne,

marginalisant des groupes tels que les femmes, les jeunes, les nouvelles factions et ceux qui s'opposaient aux décisions politiques de l'OLP. Ainsi, l'inconvénient du modèle politique de consensus est qu'il risque de voir un parti dominer les autres. En effet, beaucoup considèrent l'OLP et le Fatah comme les deux faces d'une même pièce.

La nature inchangée de la structure de l'OLP a contribué à la centralisation du pouvoir entre les mains des mêmes groupes et individus étant donné l'absence d'élections ou de consensus élargi pour faire entrer des groupes tels que le Hamas, qui représente un nombre important de Palestiniens mais qui est opposé à la politique de l'OLP - bien que leur position semble s'assouplir (voir le document de Belal Shobaki dans ce rapport). Il n'y a pas de sang neuf pour revigorer le CNP ou les autres organes clés de l'OLP, le Comité exécutif et le Conseil central. Il n'y a pas non plus eu d'élections pour le Conseil législatif palestinien dans le TPO ou pour le président de l'État de Palestine depuis la scission entre le Hamas et le Fatah en 2007 (les élections locales ont continué à se tenir).

Cet état de fait nuit non seulement à l'efficacité du système politique, mais aussi à la légitimité de l'OLP elle-même. La réforme de l'OLP est fondamentale si elle veut être plus représentative et retrouver sa légitimité auprès du peuple palestinien. Il convient de mentionner qu'en plus de l'absence d'élections représentatives ou de l'ouverture du CNP à de nouveaux groupes importants, il existe des doubles emplois et une concentration du pouvoir dans les structures de l'OLP. Le Comité exécutif (CE) et le Conseil central (CCP) partagent des fonctions communes et le pouvoir est concentré dans ces deux organes - en particulier le CE - au détriment du CNP. Une redistribution du pouvoir doit être envisagée dans toute réforme de l'OLP, en envisageant de démanteler le CE et de conserver le CNP et le CCP.

De nombreuses initiatives visant à réformer l'OLP proposent des cadres pratiques pour la conduite des élections et la distribution du pouvoir. Cependant, la plupart de ces initiatives ne comportent pas de discussion approfondie sur la nature, le rôle et les fonctions de l'OLP - et surtout, sur son programme politique. À moins qu'il n'y ait une réponse à la question de savoir ce qu'est l'OLP - un mouvement de libération, une organisation de construction de l'État, ou les deux, elle deviendra une coquille vide avec des institutions fictives. En outre, il est essentiel de déterminer le rôle de l'OLP vis-à-vis de l'AP et de redynamiser son statut représentatif par l'engagement des Palestiniens et par les Palestiniens. Sans ces mesures essentielles, les réformes structurelles et les élections sont inutiles.

En plus d'être une organisation-cadre qui rassemble de nombreux partis politiques, organisations populaires et personnalités indépendantes palestiniennes, l'OLP occupe une place essentielle dans la mémoire collective palestinienne. Elle a effectivement servi de maison nationale pour le peuple palestinien, abritant ses espoirs, ses rêves et ses aspirations. L'OLP n'a pas commencé comme une organisation politique, mais plutôt comme un mouvement de libération avec une hiérarchie et un caractère militaire. Une fois qu'elle s'est engagée dans la création d'un État palestinien, elle s'est trouvée coincée dans le processus de transition entre la libération nationale et la construction de l'État, et ses structures et fonctions ont perdu de leur efficacité.

Par conséquent, résoudre la question de la légitimité de la représentation politique palestinienne ne consiste ni à abolir l'OLP ou à démanteler l'AP, ni à organiser de nouvelles élections, à introduire des réformes institutionnelles ou à relancer des systèmes basés sur la règle de la majorité ou la recherche d'un consensus. Il s'agit de définir la nature de l'OLP : s'agit-il d'un mouvement de libération ou d'une organisation de construction d'un État ? C'est la question qui doit être traitée de toute urgence.

Si l'OLP résout la question de sa nature et est prête à relever le défi de la manière dont elle devrait être structurée, alors le modèle fédéral pourrait être une option à envisager en raison de son potentiel à favoriser la représentation locale et dynamiser les communautés palestiniennes dans leurs différentes situations politiques et géographiques. Le modèle crée également un réseau de leadership de la base populaire.

Les élections sont essentiellement une méthode pratique qui représente la volonté du peuple et l'engagement civique dans un certain système politique. Si l'OLP choisit d'être restructurée en tant que mouvement de

libération, alors la méthode de représentation choisie doit mettre l'accent sur l'unité interne et la recherche d'un consensus palestinien afin de minimiser les affrontements internes. D'un autre côté, si l'OLP décide d'opter pour la construction d'un État, la méthode d'élection doit refléter la diversité interne qui crée une culture de débat politique, de différences et de concurrence.

Il n'y a pas de formule magique pour savoir comment conduire des élections ou obtenir une représentation. Par contre, il est essentiel de débattre de l'objectif de l'OLP, du style des élections, ainsi que des structures et de la capacité de représentation de l'OLP. Le plus important est de rétablir la confiance du peuple palestinien dans ses institutions et en lui-même en tant qu'acteur politique. C'est aussi fondamental pour l'engagement civique que pour le renforcement du sentiment d'appartenance.

Notes :

[1] La Loi fondamentale a été publiée pour la première fois en 1964 et modifiée en 1968. Elle a été à nouveau modifiée en 1996 pour se conformer à l'acceptation par l'OLP du processus de paix d'Oslo.

[2] Le mouvement national palestinien s'inscrit dans la grande tradition des mouvements de libération nationale, avec lesquels il partage de nombreux principes fondamentaux, notamment l'autodétermination, la souveraineté populaire, la mobilisation de masse, la lutte armée, la libération sociale et culturelle et l'internationalisme.

[3] Il convient de noter que les citoyens palestiniens d'**Israël** ne faisaient pas partie de la formation de l'OLP. Bien qu'ils ne puissent pas reconnaître publiquement leur représentation sans subir de graves répercussions de la part de l'establishment israélien, leurs dirigeants politiques considèrent toujours l'OLP comme le représentant national du peuple palestinien.

[4] Al-Shabaka est en train de réaliser une étude, à paraître à l'été 2020, sur le corps diplomatique de l'OLP afin d'évaluer son rôle dans la représentation du peuple palestinien et la mesure dans laquelle la diaspora palestinienne est ou pourrait être impliquée dans la promotion des objectifs nationaux palestiniens.

[5] La définition dominante de la représentation politique est celle de Hannah Pitkin, qui associe la représentation à la démocratie, l'autorisation et la responsabilité par le biais d'élections. Toutefois, cette définition présente un modèle de représentation politique et laisse de côté les autres types de représentation.

[6] Hisham Sharabi propose la théorie du néo-patriarcat pour comprendre le pouvoir comme une formulation théorique qui "occupe l'espace entre le patriarcat traditionnel et la modernité" - fournissant une explication théorique du pouvoir dans les sociétés non occidentales.



* **Nijmeh Ali** est militante politique et universitaire titulaire d'un doctorat de l'université d'Otago en Nouvelle-Zélande.

Ses recherches se concentrent sur le pouvoir de la théorie de la résistance en exposant le "pouvoir de l'impuissance" et les capacités des groupes opprimés à créer un véritable changement social, en particulier parmi les militants palestiniens en Israël.

De 2014 à 2018, Nijmeh a été chercheur au Centre national d'études sur la paix et les conflits de l'université d'Otago. Elle a auparavant obtenu une licence de l'Université de Haïfa et une maîtrise de l'Université hébraïque de Jérusalem.

Traduction : ISM-France - MR

Le leadership palestinien par la résistance ou la perpétuation sans leader ? Le rôle de la jeunesse

Par [Fadi Quran](#)

L'un des plus grands défis auxquels les Palestiniens sont confrontés aujourd'hui est l'absence d'un leadership efficace et unifié. La question de savoir comment combler au mieux ce vide est au centre des préoccupations politiques, non seulement des Palestiniens eux-mêmes, mais aussi des décideurs occidentaux et arabes régionaux, ainsi que des services de renseignement et des stratèges militaires israéliens.

Définir quels acteurs dirigent les institutions politiques palestiniennes clés telles que l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et l'Autorité palestinienne (AP), et même ceux qui jouent des rôles économiques et sociétaux clés, est une forme de pouvoir par lequel les acteurs étrangers peuvent influencer, coopter ou détruire la lutte palestinienne et ses espoirs de parvenir à la liberté, à la justice et à la dignité.

La politique palestinienne n'a jamais été homogène. Cependant, avec l'accord d'"autonomie" d'Oslo, les hostilités entre factions sont devenues plus conflictuelles, car il y avait maintenant quelque chose de plus tangible à combattre, à savoir les structures fictives de l'État qui offraient un accès au pouvoir, à un poste et à la richesse. En conséquence, les institutions politiques, en particulier l'OLP, l'AP et le Hamas, sont devenues des lieux centraux du pouvoir. Ceux-ci ont permis à une minorité d'élites politiques locales et à leurs parrains internationaux de redéfinir les intérêts nationaux et la dynamique du pouvoir local.

Les efforts visant à influencer les dirigeants palestiniens et à déterminer qui détient le leadership et le pouvoir en Palestine ont pris de nombreuses formes au cours des huit dernières décennies, des assassinats politiques au soutien financier structuré. De plus, ces initiatives se sont étendues aux élites de la société et, bien que ce phénomène ne soit pas nouveau, il est particulièrement néfaste étant donné l'ampleur de la faiblesse et de la fragmentation dans lesquelles se trouvent actuellement les Palestiniens.

En ce moment précaire de l'histoire de la lutte palestinienne, le bon leadership est un facteur crucial pour définir si Israël et ses alliés parviennent à anéantir une fois pour toutes la quête nationale palestinienne de l'autodétermination, ou si la lutte se remet en marche pour parvenir à la liberté et aux droits.

Ce chapitre commence par décrire l'état actuel de la crise du leadership et propose ensuite un modèle de leadership. Il examine ensuite les nombreuses tentatives des élites locales et internationales pour saper ce modèle et promouvoir l'ingénierie sociale auprès de la prochaine génération de dirigeants palestiniens. Il se concentre sur les perspectives de cette nouvelle génération de dirigeants et sur les obstacles mis sur la voie du leadership des jeunes, de la cooptation à des méthodes plus impitoyables. Il conclut en suggérant une voie alternative au leadership.

Fragmentation et incertitude

Le président Mahmoud Abbas, acteur politique toujours astucieux lorsqu'il s'agit de maintenir son emprise sur le pouvoir, a consolidé son contrôle par des actions telles que le remaniement des conseils centraux et révolutionnaires de son parti, le Fatah, à son image. Il a également (re)façonné le Conseil national palestinien (CNP), considéré comme le parlement de l'OLP, en une chambre d'écho émasculée. Les forces de sécurité palestiniennes, qu'Abbas dirige avec le soutien étroit du chef du renseignement palestinien, Majed Farraj, répriment toute forme de dissidence effective, des critiques verbales des dirigeants à l'organisation de masse. De plus, l'imposition continue par l'AP de ses propres sanctions sur Gaza, en plus des sanctions déjà draconiennes d'Israël, a conduit à un approfondissement de la désunion et de la désaffection sociétale de masse à l'égard du Fatah et du Hamas. Abbas a également restructuré le système judiciaire palestinien par la nomination de juges à la haute cour et aux conseils des tribunaux affiliés concernés, la condition préalable tacite étant l'allégeance à son égard.

Pourtant, compte tenu des immenses défis auxquels les Palestiniens sont confrontés aujourd'hui, il serait trop simple de se contenter de blâmer les dirigeants pour leurs échecs désastreux depuis les accords d'Oslo et les politiques autoritaires qui ont suivi. Il ne faut pas oublier la fragmentation politique et géographique imposée aux Palestiniens et les décennies de (ré)ingénierie sociétale soutenue et mise en œuvre par la communauté internationale. Il faut donc critiquer les hauts responsables de l'OLP pour leur manque de vision et d'action, tout en reconnaissant qu'ils sont devenus les pions d'une chaîne d'agents, d'intérêts et d'interactions beaucoup plus complexe.



19 avril 2018, manifestation contre le 70ème anniversaire de ce qu'Israël' appelle « son indépendance ». A Atlit, village palestinien près d'Haïfa qui a subi un nettoyage ethnique en 1948, des milliers de jeunes Palestiniens se sont rassemblés sous le slogan « Votre indépendance est notre Nakba » - Photo : via ISM-France

Compte tenu de l'état actuel de fragmentation et des circonstances spécifiques à chaque lieu, de nombreux mouvements alternatifs, depuis ceux qui opèrent à l'intérieur des territoires de 1948 jusqu'à la diaspora, n'ont pas réussi à résoudre le problème de la pertinence institutionnelle continue, bien que décroissante, de l'OLP. Face à ce marasme, un leadership efficace devient central pour redéfinir la trajectoire politique de la lutte de la Palestine pour la liberté. Pourtant, au lieu de discuter du leadership que les Palestiniens veulent ou dont ils ont besoin, la plupart des analystes se concentrent sur les individus que les puissances extérieures veulent imposer comme leaders palestiniens et/ou sur la façon dont Abbas et l'élite politique actuelle envisagent le transfert de pouvoir pour maintenir le statu quo, et/ou sur la question de savoir si l'effondrement de la société est inévitable.

Ainsi, le "leadership" est conçu comme quelque chose qui ne peut venir que du sommet. Cette hypothèse est fautive : Il existe dans la société palestinienne une véritable compétence et un véritable pouvoir capables de changer les règles du jeu. C'est pourquoi une authentique transformation du leadership dans le contexte palestinien actuel doit partir de la base. Une telle transformation exige de raviver le sens de l'action chez les individus et les communautés, et donc d'étendre le leadership à tous les niveaux de la société, avec pour objectif final la liberté et la justice pour le peuple palestinien et la construction d'un contrat social fondé sur la dignité pour tous.

La section suivante traite du type de nouveau modèle de leadership dont les Palestiniens ont besoin, un leadership qui doit être efficace, visionnaire, modelé par des actes de résistance, et capable de transformer la dynamique actuelle du pouvoir.

La résistance comme voie vers le leadership : un modèle

En m'appuyant sur les réalités exposées ci-dessus ainsi que sur des modèles historiques de luttes de libération couronnées de succès et sur ma propre expérience en tant qu'organisateur de base et analyste politique, je propose un modèle de leadership qui est le mieux adapté au contexte palestinien. Je qualifie ce modèle de "leadership par la résistance". Il repose sur trois piliers.

Tout d'abord, la capacité à inspirer et à rassembler les autres autour d'objectifs communs. Pour cela, il faut assumer la responsabilité de créer "les conditions qui permettent aux autres d'atteindre un objectif commun face à l'incertitude". Cela ne signifie pas avoir une position officielle ou être un personnage public charismatique, mais plutôt prendre la pleine responsabilité d'organiser les autres pour poursuivre un objectif commun.

Deuxièmement, la résistance, définie comme un effort organisé et stratégique de tout ou partie du peuple palestinien (et de ses alliés) pour modifier l'équilibre des pouvoirs entre l'opprimé et l'opresseur, en utilisant des tactiques éthiques qui perturbent l'ordre civil et la stabilité de l'opresseur.

Troisièmement, l'émergence d'individus de la base populaire, habiles et capables de se sacrifier, qui reconnaissent leur compétence et leur responsabilité d'organiser et de créer les conditions nécessaires à la défense des droits des Palestiniens. Ce sera difficile d'y parvenir car cela nécessitera des actes cohérents de résistance efficace qui renforcent la crédibilité en dépit d'un contexte national profondément autoritaire et oppressif. Mais c'est nécessaire.

Bien qu'elle ne soit pas exposée en ces termes exacts par les universitaires, l'histoire montre que dans de nombreux contextes où l'oppression et l'injustice sont monnaie courante, la voie du leadership est pavée de résistance. Prenez l'exemple d'Ahmed Ben Bella en Algérie, de Nelson Mandela en Afrique du Sud et de Mohandas Gandhi en Inde. Tous ces dirigeants ont commencé par jouer un rôle clé dans les luttes de libération de leurs nations en dirigeant différents modes de résistance visant leurs oppresseurs et ont gagné en crédibilité et en pouvoir grâce à ce processus. [1] Il ne s'agit pas seulement d'un phénomène anticolonial/du Sud global. La crédibilité de George Washington est née de sa direction de la révolution et celle de Charles de Gaulle de la résistance pendant la Seconde Guerre mondiale.

Ces dirigeants n'étaient en aucun cas irréprochables, mais ils ont acquis leur légitimité grâce aux sacrifices qu'ils ont consentis pour les principes qu'ils défendaient avec constance, rejetant dans un premier temps tout compromis sur les droits de leurs peuples pour "le juste prix". Ils ont inspiré la confiance par des actes courageux, organisé la résistance à partir de la base, déjoué les manœuvres de leurs occupants et fourni une vision pour un avenir meilleur. [2] Ils n'ont pas fait tout le travail seuls, mais ils ont mené des aspects importants de leur lutte en suivant une voie de résistance - et non une voie orientée vers une survie basique.

La société palestinienne a eu des dirigeants de cette nature à tous les niveaux tout au long de l'histoire, et beaucoup sont considérés comme des martyrs pour la cause. Les puissances hégémoniques en Palestine et leurs alliés locaux, comprenant l'efficacité de cette forme de leadership, n'ont pas ménagé leurs efforts pour la supprimer tout en encourageant des modèles de leadership inefficaces axés sur le manque d'action et la volonté de faire des compromis sur les valeurs et les droits fondamentaux. Nous décrivons trois de ces moyens appliqués au Territoire palestinien occupé (TPO).

Comment le leadership palestinien est saboté dès le départ

Les moyens par lesquels le développement du leadership palestinien est sapé - et en particulier celui des jeunes leaders - peuvent être regroupés sous trois thèmes : obsession technocratique, sécurité et violence dans l'intérêt des élites, et répression politique institutionnelle.

Obsession technocratique

L'AP et ses alliés internationaux se sont concentrés sur des approches technocratiques pour créer des "jeunes leaders" et des "experts" et les mettre à des postes au sein du gouvernement palestinien. Des initiatives telles que les "conseils municipaux de la jeunesse" et les voyages financés aux États-Unis pour les "jeunes leaders" afin d'apprendre la démocratie américaine peuvent sans aucun doute être une expérience éducative. Cependant, elles ne permettent pas à ces jeunes leaders de remettre en question le statu quo politique et l'occupation israélienne ou de construire le pouvoir de transformation efficace qui est nécessaire à ce stade.

Au lieu de cela, ces programmes détournent certainEs des jeunes femmes et hommes palestiniens les plus capables des modes de résistance efficaces et les orientent vers des domaines où les ONG n'ont pas de véritable autorité. En outre, ils les lient à une trajectoire économique individualiste qui est personnelle, et non communautaire, de par sa nature ou son objectif. En effet, dans certains cas, ces programmes "marquent" les participants par des tampons d'approbation de l'Occident ou de l'AP qui diminuent la confiance de leurs communautés, les isolant ainsi et les rendant plus dépendants des acteurs extérieurs. Dans d'autres cas, les participants influençables à ces programmes adoptent inconsciemment un discours et un point de vue qui sont loin de leur réalité ou du contexte local, mais qui plaisent aux diplomates et aux publics étrangers.

Ce faisant, ces jeunes dirigeants abandonnent naïvement leur domaine et leur récit national, convaincus que le dialogue avec les gouvernements occidentaux les aidera à servir la cause palestinienne. Ils ne comprennent pas comment fonctionne la politique internationale : la plupart des diplomates sont conscients qu'Israël a construit un système de type apartheid qui viole les bases du droit international, même s'ils ne le formulent pas avant leur retraite. [3] Néanmoins, la communauté internationale n'agit pas pour modifier le statu quo parce que l'équilibre des intérêts et du pouvoir n'est pas en faveur des Palestiniens. Bien que l'opinion publique soit importante, elle ne définit pas à elle seule la politique à l'égard de ce conflit.

Malgré cette compréhension, la majorité des acteurs internationaux évitent de soutenir ou même de recommander aux Palestiniens de construire un véritable pouvoir local qui uniformiserait les règles du jeu ou augmenterait le coût de l'occupation par la résistance, en raison du coût politique et des implications que cela entraînerait pour l'alliance de leur pays avec Israël et ses puissants groupes de pression. Aujourd'hui, la plupart des États occidentaux refusent même de soutenir de modestes efforts non violents visant à interdire l'entrée sur leurs marchés des produits provenant des colonies illégales, souvent en dépit du soutien public dont bénéficient ces mesures au sein de ces États.

Ainsi, les acteurs étrangers et leurs intermédiaires palestiniens veulent de jeunes leaders qu'ils peuvent formater, plutôt que ceux qui contesteront les frontières qui ont été prédéfinies pour eux. Il y a bien sûr quelques exceptions parmi les diplomates qui cherchent à engager des intervenants qui peuvent remettre en question les perceptions de leurs supérieurs. Mais ce sont des exceptions qui confirment la règle.

Ce processus se déroule depuis 27 ans et a permis l'émergence d'une "génération intermédiaire" de technocrates palestiniens qui parlent couramment des langues étrangères et savent charmer les dignitaires étrangers, mais qui sont incapables d'utiliser leurs compétences pour apporter des changements transformationnels dans leurs communautés dans la poursuite de la liberté et de la justice. En outre, on a assisté ces dernières années à une résurgence des projets ciblant les jeunes, non seulement en Palestine mais aussi dans tout le Moyen-Orient, afin d'injecter un discours néolibéral centré sur les États-Unis dans la masse de jeunes de la région - qui est axée sur la subsistance économique et non sur la liberté politique.

Sécurité dans l'intérêt des élites

Le soutien financier et logistique international continu au secteur de la sécurité palestinienne cimente l'hégémonie d'un sous-ensemble d'élites palestiniennes qui sont prêtes à mettre en œuvre les exigences d'Israël en matière de sécurité. Les relations établies entre les acteurs étrangers et les hauts responsables de la sécurité au cours des programmes de formation étrangers sont conçues pour éradiquer tout élément révolutionnaire dans les rangs des forces de sécurité palestiniennes.

Les mécanismes de formation à l'oppression vont des menaces simulées qui ne font aucune distinction entre la violence et la contestation des manifestants à l'utilisation de films tels que *Master and Commander*, dont l'intrigue concerne les guerres napoléoniennes, au lieu de films politiques ou de films qui s'appliquent au contexte local, comme me l'ont confié des experts du secteur de la sécurité palestinienne. En effet, le film *Invictus*, qui relate l'expérience de Nelson Mandela et de l'Afrique du Sud, a été interdit dans certaines formations axées sur l'enseignement des compétences de leadership des commandants de petites unités.

En plus de promouvoir la collaboration avec les forces d'occupation, ces programmes renforcent le point de vue selon lequel imposer l'ordre à ses propres citoyens par la violence est un moyen légitime de maintenir l'ordre civique. Les Palestiniens qui mènent des actes de résistance contre l'occupant deviennent, aux yeux de ces forces de sécurité, "des agents déstabilisateurs qui doivent être surveillés et, finalement, punis".

De même, Israël, les États-Unis, certains régimes arabes et certains gouvernements occidentaux ont utilisé la capacité des forces de sécurité pour empêcher les processus démocratiques en Palestine comme une occasion de placer dans les institutions gouvernementales palestiniennes et les couches économiques d'élite une génération de "personnalités politiques", d'"hommes d'affaires" ou d'"influenceurs" qui sont soit hostiles au risque soit antagonistes à toute forme de résistance à l'occupation en raison de leurs intérêts personnels. Les pratiques d'Israël et d'autres forces extérieures vont des arrestations et des assassinats à la distribution de ressources financières, en permettant à certaines entreprises de prospérer, comme Rawabi, et en invitant des individus à suivre des engagements diplomatiques de type II. Ce ne sont là que quelques exemples de la diversité des tactiques utilisées pour, directement ou indirectement, modifier le terrain des dirigeants et des agences palestiniennes en utilisant des appareils de sécurité coercitifs. Ces pratiques empêchent notamment l'émergence d'une nouvelle génération de dirigeants.



Sa première fonction étant d'assurer le "calme" pour le compte de l'occupant israélien, la police de l'AP se heurte ici à des manifestants lors d'un rassemblement contre "les arrestations politiques de l'Autorité palestinienne", à Hébron, le 25 février 2017 - Photo : Mussa Qawasma

Cependant, il est important de noter que tous les cadres et les élites des forces de sécurité n'ont pas été cooptés par cette forme de 'rentiérisme', notamment en raison de la corruption croissante qu'ils constatent dans la classe dirigeante. Comme peuvent en témoigner les observateurs avertis de la scène palestinienne, il existe des débats internes houleux sur le rôle des forces de sécurité dans les futurs épisodes de la lutte palestinienne ; ces observateurs soulignent le désastre que pourrait causer le conflit de loyautés entre les dirigeants du Fatah au sein de ces forces, surtout si la société palestinienne ne s'aligne pas sur un nouveau modèle de lutte unifiée en vue de la libération.

Répression politique institutionnelle

Les factions politiques de la société palestinienne sont également complices du ralentissement de l'essor des jeunes leaders. Bien que tous les partis politiques palestiniens aient leurs propres mouvements de jeunes adhérents, leur fonctionnement interne est régi par des réseaux de patronage et des liens de parenté plutôt que par des convictions ou une vision politique commune. Dans les sondages disponibles sur l'opinion des jeunes et leur participation aux partis politiques, 73 % des jeunes de 18 à 35 ans ont déclaré n'avoir aucune affiliation, 62 % ont déclaré ne faire confiance à aucune faction politique et 80 % ont affirmé soutenir la création d'un parti indépendant de jeunes [4].

Pourtant, lors des élections sur les campus universitaires, le Fatah et le Hamas remportent souvent le plus grand nombre de suffrages, et la concurrence est faible, voire inexistante. Peu de groupes ont défié les deux partis dominants, et ceux qui ont cherché à créer des mouvements indépendants se sont souvent retrouvés limités par les conseils étudiants, les administrations universitaires et les forces de sécurité. Sans parler des sommes énormes que les partis politiques dépensent pour gagner ces élections sur les campus, ainsi que de l'intérêt que portent l'AP et les forces de sécurité du Hamas au recrutement et à la cooptation de dirigeants prometteurs.

En fait, la plupart des étudiants choisissent leur camp en fonction de leurs liens familiaux ou de leurs liens de parrainage et prennent leurs distances par rapport à la politique de parti, sauf en ce qui concerne le nom, surtout si l'on considère le manque de possibilités de s'élever dans les rangs d'un parti. En effet, la plupart des dirigeants de partis politiques dédaignent les jeunes membres du parti parce qu'ils sont susceptibles de critiquer le peu de goût pour le risque et l'autoritarisme de leurs supérieurs [5]. Les partis versent souvent aux jeunes un salaire minimum pour prendre en charge des activités partisans insignifiantes et les utilisent comme accessoires médiatiques, les empêchant ainsi de jouer des rôles plus importants. La réponse a été un exode massif des jeunes des structures des partis.

Alors que certains anciens membres de partis rejoignent des groupes de jeunes indépendants qui peuvent être alignés sur les valeurs et la philosophie de leur ancien parti, mais qui sont indépendants en matière de prise de décision et d'organisation, la majorité d'entre eux se dépolitisent. Ainsi, de vastes réservoirs d'énergie et de potentiel de leadership s'évaporent, laissant de grandes parties de la société désengagées, mal informées et déconnectées.

Les trois façons dont le leadership palestinien est saboté - obsession technocratique, sécurité et violence dans l'intérêt des élites, et répression politique institutionnelle - sont imbriquées et sont désormais les piliers invisibles de l'oppression systématique de l'occupation. Elles écrasent le leadership organique et créent une strate artificielle et inefficace de "leaders" qui sont farouchement attachés au statu quo. Il peut donc sembler que la résistance et le changement sont des objectifs futiles, voire carrément impossibles, dans la société palestinienne actuelle. Pourtant, cette conclusion est défaitiste et inexacte.

Le potentiel d'une nouvelle génération de dirigeants capables de transformation

Comme indiqué plus haut, dans les contextes de contrôle colonial et d'oppression militaire, des dirigeants s'épanouissent par des actes axés sur la résistance stratégique. Dans le contexte palestinien, on peut imaginer une nouvelle génération de dirigeants engagés dans la cause de la liberté et de la justice, qui décident de la voie de la résistance et de la lutte depuis le niveau sociétal local jusqu'au niveau institutionnel plus large -

depuis les rues de Ramallah et de Haïfa, les vallées de Khan Al-Ahmar, les plaines d'Al-Araqib, les gratte-ciel de la diaspora et les ruelles des camps de réfugiés, en instaurant des niveaux de confiance plus élevés au sein de leurs communautés et en ravivant l'espoir.

Bien que ce ne soit pas une tâche facile, des modèles de leadership par la résistance se sont déjà émergés auparavant, au cours des cent années de lutte des Palestiniens, du soulèvement de 1936-39 à la création de groupes de guérilla et à la relance de l'OLP dans les années 1960, qui ont imposé la Palestine et les Palestiniens sur la scène mondiale dans les années 1970, ce qui a conduit au développement de la première Intifada dans les années 1980 et à son lancement en 1988, pour ne citer que quelques exemples. Il convient également de citer le chemin parcouru par les Palestiniens restés sur leurs terres en 1948, qui sont passés d'une minorité écrasée et colonisée à la perturbation du statu quo par les manifestations du Jour de la Terre, et sont devenus de plus en plus une force politique avec laquelle il faut compter.

Tous ces efforts ont créé des réseaux de conscience politique et de ténacité qui ont gagné la confiance et ont élargi la vision et la voie de la résistance éthique à un point tel que leur légitimité et leur capacité d'organisation ont sérieusement mis à mal le statu quo politique.

Malheureusement, au cours des 30 dernières années, ces réseaux se sont largement effondrés ou ont perdu leur pertinence. Par conséquent, il est nécessaire de construire un nouveau modèle qui revigore le meilleur des anciens modèles tout en innovant en fonction du contexte politique actuel.

En tirant les leçons de la propre histoire des Palestiniens ainsi que de celle des autres mouvements pour les droits, il est clair que si les acteurs peuvent et doivent agir dans leurs communautés, un niveau de coordination plus large est nécessaire. Il faut pour cela mettre en place un système de direction à plusieurs niveaux dans lequel la détention ou l'incapacité d'une personne n'entraîne pas l'effondrement du mouvement. Cela signifie également qu'il faut éviter la concurrence entre les ego ou la poursuite du pouvoir pour le plaisir de le détenir, en faisant de la mission d'une Palestine libre et de la justice la mesure de la prise de décision.

Un tel réseau de dirigeant devrait être capable d'exercer un pouvoir discursif par le biais d'histoires et de récits fiables qui définissent le mouvement avec une vision unificatrice de ce qui est possible. C'est une tâche difficile car la fragmentation des Palestiniens a également conduit à la fragmentation d'une vision unifiée et a créé une localisation des luttes. La perception de la libération pour les Palestiniens vivant aux États-Unis ou en Europe, par exemple, est sensiblement différente de celle de ceux qui ont subi des générations d'enfermement, de mauvaises conditions de vie et l'absence de droits humains fondamentaux dans les camps de réfugiés. Même au sein du TPO, les moyens d'obtenir la liberté et la justice pour les communautés bédouines des zones périphériques de Jérusalem-Est sont, par exemple, différents de ceux d'un jeune entrepreneur à Hébron.

Pourtant, les Palestiniens, quel que soit l'endroit où ils vivent, ne sont pas aussi divisés dans leur vision de l'avenir qu'on le suppose souvent. Au fond, les Palestiniens trouvent une unité dans la croyance et l'objectif de parvenir à la liberté, à la justice et à la dignité pour tous ceux qui vivent dans la zone située entre le Jourdain et la mer Méditerranée, ainsi que pour les réfugiés et les exilés palestiniens, et comprennent que cette vision exige une lutte et des sacrifices soutenus. C'est dans les aspects techniques de cette solution ou de ce à quoi ressemblerait l'État final que se situent les désaccords, mais pour l'instant les paramètres d'un ou deux États sont sans objet, car aucun des deux n'est possible à court terme et aucun des deux n'est possible sans la construction préalable d'un pouvoir réel.

En fait, il y a actuellement un sentiment de soulagement à éviter le débat superficiel entre un État et deux États. Au lieu de cela, on trouve de l'enthousiasme dans les discussions sur la reconstruction des réseaux de leadership par la résistance, le déplacement de l'équilibre des pouvoirs et la construction d'une authentique vision de l'avenir à partir de la base.

Comment une telle dynamique peut-elle être initiée concrètement ? Cela commence par une petite étincelle d'action et de persévérance au sein de petits groupes, ou même d'individus, prêts à organiser des groupes toujours plus importants par des actes de résistance et de fonction publique soutenus et crédibles [6].

En fin de compte, si suffisamment de personnes issues des différentes sphères de la présence palestinienne poursuivent leur action et construisent délibérément des communautés de résistance efficaces et stratégiques, un grand réseau de résistance émergera. Lorsque ces acteurs commenceront à émerger, il leur incombera alors de se définir organiquement autour d'une vision commune et de tactiques de coordination intelligentes qui résistent à la répression. Lentement, ils instaureront la confiance grâce à leur travail - et aussi une saine diversité de pensées et d'expériences. Il suffit d'imaginer le potentiel de groupes organisés de personnes dans chaque village, université, organisation de la société civile, ville, camp de réfugiés et mouvement de justice sociale prenant l'initiative d'aller dans cette direction de résistance effective, en construisant une crédibilité commune par l'action.

Bien qu'une telle entreprise exige des risques et des sacrifices, le pouvoir qu'elle fait revivre détient la clé de la transformation de la politique palestinienne.

Notes :

[1] Pour rappel, alors que la résistance est ici définie au sens large comme tout effort organisé par des parties de la société pour résister, perturber et vaincre un pouvoir oppresseur, dans le contexte de cet article, la résistance consiste en des actions morales, stratégiques et efficaces.

[2] De nombreux chefs de la résistance anticoloniale ont trahi leurs valeurs après la libération, créant ainsi des États autoritaires. Bien que les leçons à tirer pour éviter cela soient au centre de la lutte palestinienne, les Palestiniens sont toujours dans la phase de libération - et c'est pourquoi le leadership optimal en ce moment est le sujet de cet article.

[3] L'ancien ambassadeur français aux États-Unis, Gérard Araud, en est un exemple : "Le statu quo est extrêmement confortable pour Israël parce qu'il [peut] avoir son gâteau et le manger", a-t-il déclaré juste avant la fin de son mandat. "Ils ont la Cisjordanie, mais en même temps ils n'ont pas à prendre la douloureuse décision concernant les Palestiniens - les rendre vraiment, totalement apatrides ou en faire des citoyens d'Israël. Ils n'en feront pas des citoyens d'Israël, donc ils devront rendre cela officiel - ce qui est - nous connaissons la situation, qui est un apartheid. Il y aura officiellement un État d'apartheid. En fait, c'est déjà le cas".

[4] Comme ce sondage remonte à 2011, il est clairement nécessaire de disposer d'un sondage plus à jour.

[5] Mes contacts au sein des partis politiques en Palestine me disent qu'ils ont été raillés ou réduits au silence lorsqu'ils ont suggéré le moindre changement de politique. Les jeunes qui suivent la ligne du parti et assistent le chef - souvent en l'initiant à la technologie - seront félicités, mais ils ne s'élèveront qu'à un niveau limité.

[6] Note de l'auteur : l'auteur encourage les jeunes Palestiniens qui souhaitent approfondir la question de cette organisation à le contacter par le biais de ses liens avec les médias sociaux.



* **Fadi Quran**, membre de l'équipe politique d'Al-Shabaka, est un responsable de campagne chez Avaaz et un organisateur de la Communauté de Lutte Populaire. Il a précédemment occupé le poste de défenseur des droits auprès des Nations unies pour le compte d'[Al-Haq](#). Outre son travail de défense des droits de l'homme et du droit international, Fadi est également un entrepreneur dans le domaine des énergies alternatives, où il a fondé deux sociétés qui fournissent de l'énergie éolienne et solaire à la Palestine et à d'autres pays de la région. Fadi est diplômé en physique et en relations internationales de l'université de Stanford.

Un modèle de guidance émanant de la diaspora palestinienne aux États-Unis

[Dana El Kurd](#)

Cet article se propose de discuter d'un modèle de militantisme palestinien initié par la diaspora palestinienne aux États-Unis. Le but est de recueillir des enseignements sur les nouveaux modèles de guidance émanant de groupes qui sont parvenus à s'organiser efficacement et dont l'expérience peut servir les Palestiniens à un niveau élargi. Le terme « diaspora » utilisé ici renvoie aux Palestiniens qui vivent en dehors de la Palestine et qui, selon certaines estimations, représentent près de la moitié de la population palestinienne totale [1].

La diaspora palestinienne aux États-Unis n'est évidemment pas monolithique et les modèles d'activisme diffèrent selon les régions, les États et même les villes. Les luttes de chaque communauté particulière sont fortement contextualisées et les groupes doivent donc opérer en fonction de ces contextes. Dans ce cas, vu l'espace dont nous disposons ici, il est impossible d'établir une liste exhaustive des diverses formes d'organisation que l'on rencontre dans la diaspora américaine.

Toutefois, il est utile d'examiner l'évolution de certains groupes choisis. L'un de ces groupes clés, qui a recueilli suffisamment de soutien dans tout le pays pour mettre sur pied des événements nationaux – et transnationaux – n'est autre que le *Palestinian Youth Movement* (PYM – Mouvement de la jeunesse palestinienne).



Une délégation du Palestinian Youth Movement en Afrique-du-Sud

Ceci ne constitue en aucune façon non plus une liste de tous les groupes à public national, mais représente un modèle de guidance qu'il importe de prendre en considération. Par exemple, des groupes au niveau des universités, comme *Students for Justice in Palestine*, sont sans nul doute des modèles très actifs et efficaces dans bien des cas, mais ils sortent du cadre de la présente analyse.

Le travail d'organisation au niveau des écoles présente des contraintes et considérations différentes et les leçons qu'on en tire seraient moins généralisables aux Palestiniens à un niveau élargi.

Le *Palestinian Youth Movement* : américain, puis transnational

Le *Palestinian Youth Movement* (initialement le *Palestinian Youth Network* – Réseau de la jeunesse palestinienne) a débuté en 2006, en rassemblant 35 militants du monde entier lors d'une rencontre à Barcelone [2]. Ce réseau entendait représenter diverses variantes d'expériences palestiniennes vécues, depuis la diaspora jusqu'aux Palestiniens en Palestine historique, dans une tentative en vue de se frayer un chemin hors de la stagnation imposée par les accords d'Oslo. Comme le dit l'un des membres d'origine, le réseau « désirait examiner les dilemmes et luttes qui attendaient la jeunesse palestinienne dans diverses géographies » afin de se rendre compte « de la manière d'aller de l'avant ».

Nombre de ces membres des débuts étaient motivés par la conscience de ce que, malgré leur engagement – tant idéologique que matériel – en faveur de la cause palestinienne, leur travail dans les secteurs des ONG et dans les groupes humanitaires ne constituait pas « un travail politique » et ne fournissait pas l'espace nécessaire pour capitaliser sur les connexions mondiales existant entre les jeunes Palestiniens des diverses parties de la diaspora. Et, pour ces membres, les questions soulevées par la responsabilisation (*empowerment*) des jeunes au sein même de l'infrastructure de la politique nationale palestinienne faisaient partie intégrante de la crise palestinienne. Ils n'étaient pas opposés aux formes traditionnelles d'activisme que l'on rencontrait auparavant et désiraient appliquer les leçons là où la chose pouvait s'avérer utile, mais aucun dogme n'était attaché au maintien des formes habituelles de militantisme par simple souci de respect de la tradition. Pour reprendre les termes de l'un des membres, ceci apportait aux gens « un investissement émotionnel » dans le succès du réseau.

En 2007, celui-ci s'engagea dans une coordination avec l'Union générale des étudiants palestiniens en vue de mettre sur pied une conférence en France, laquelle allait réunir une centaine de participants. Cette initiative déboucha sur le meeting fondateur de l'assemblée générale, qui se tint à Madrid en 2008 ; 28 membres représentant 28 pays différents ratifièrent les assemblées générales. Avec plus de 150 participants et 33 pays représentés lors de cette rencontre, le groupe put initier une dynamique suffisante. Ainsi donc débuta le travail de mise en place d'un réseau international par le biais de camps d'été et de campagnes d'éducation politique, et ce réseau relia bientôt plus d'un millier de jeunes de plus de 30 pays.

Avec les soulèvements arabes, le *Palestinian Youth Network* prit la décision concrète de relancer le *Palestinian Youth Movement* (PYM) lors de son assemblée générale de 2011, à Istanbul. Cette modification fut accompagnée de nombreux changements structurels, dont l'ouverture de l'affiliation à des membres arabes. Au vu de la promesse du « Printemps arabe », le PYM réaffirma l'importance de la dimension arabe pour la lutte palestinienne. En particulier, le mouvement examina comment les soulèvements arabes pouvaient apporter de nouvelles opportunités à la Palestine et il se pencha également sur la manière dont les Palestiniens pouvaient soutenir les transformations dans la région et y participer, dans l'objectif de faire du monde arabe même une arène incontournable de l'activisme futur.

Mais, comme nous le savons tous, cet optimisme fut de courte durée. Les réunions et conférences suivantes de l'assemblée générale furent nettement plus divisées, du fait que les membres se fragmentaient sur des questions telle la révolution en Syrie, ainsi que sur la manière d'aborder la répression accrue à laquelle ils étaient confrontés dans leurs propres pays d'origine. Lors de la rencontre d'Amman en 2014, la décision fut prise de mettre à l'arrêt les activités internationales de façon que tous les chapitres puissent se concentrer sur les défis qui les attendaient dans leur contexte propre.

Un renouveau dans la concentration sur les États-Unis

Par la suite, le PYM devint plus actif aux États-Unis spécifiquement, alors que d'autres chapitres allaient lutter pour maintenir leur rythme d'activité. Jusqu'en 2015, le PYM s'organisa surtout depuis la zone de la Baie, en Californie, en sus d'un chapitre actif à San Diego. Mais, après une initiative d'université d'été en 2015, le PYM fut en mesure de lancer des chapitres dans diverses villes un peu partout aux États-Unis. Depuis lors, ces chapitres se sont focalisés sur trois objectifs prioritaires : mettre sur pied des communautés arabes locales et saines par le biais de programmes culturels et de services sociaux ; relier la dimension nationale aux dimensions internationales de la lutte palestinienne en ravivant les liens entre la jeunesse

palestinienne et la jeunesse arabe ; et se relier à d'autres communautés – comme les communautés noires et autochtones – dans leurs luttes locales.

Comme l'explique un membre, le PYM avait pu avec succès surmonter des tempêtes significatives et des climats politiques tumultueux précisément parce qu'il était resté dynamique et qu'il avait tenté d'intégrer des solutions aux problèmes qui surgissaient à chaque avatar du mouvement. Par exemple, après la première conférence, les membres fondateurs remarquèrent qu'apparaissaient des « questions d'authenticité », se manifestant par des désaccords parmi les jeunes de différents endroits quant à savoir qui était le plus représentatif de la Palestine et des questions palestiniennes. Pour résoudre ces tensions, le PYM s'assura que son prochain programme d'été (en Syrie, en 2009) serait précisément concentré sur des questions d'identité. Et, comme avec toute organisation volontaire, la direction du PYM avait émergé de façon organique, selon le niveau d'engagement des gens dans l'élaboration de chaque projet. Chaque réunion de l'assemblée allait déboucher sur certains objectifs et recruter parmi les participants des volontaires censés prendre la direction des comités de suivi.



Protestation à l'occasion du congrès de l'AIPAC à Washington en 2016 - Image : Archives Info-Palestine.eu

Entre 2009 et 2014, les dirigeants du PYM venus des États-Unis et qui furent intégrés au groupe international du PYM furent davantage reliés aux institutions traditionnelles de la diaspora palestinienne, plus anciennes. Aujourd'hui, la nouvelle direction du PYM n'est pas seulement beaucoup plus jeune, mais aussi moins connectée à l'activisme traditionnel palestinien. Ils sont donc capables d'être plus novateurs concernant les cibles de leurs campagnes et activités. Par exemple, en 2018, dans l'objectif de créer des connexions afin d'allier des communautés, le PYM a envoyé des délégations à Standing Rock et a dirigé une délégation de jeunes indigènes en Palestine, réalisant ainsi des percées au sein du mouvement des droits des autochtones aux États-Unis. En avril 2019, il a également envoyé une délégation en Afrique du Sud, en partenariat avec l'*Afro-Middle East Center* (Centre Afrique – Moyen-Orient), reliant de la sorte la lutte palestinienne à d'autres mouvements et ce, de diverses manières novatrices et intéressantes. Le PYM a également poursuivi sciemment l'application d'un modèle s'appuyant sur le volontariat, malgré ses défis, parce qu'il ne veut en aucun cas tomber dans le piège des ONG, avec tous les intérêts particuliers qui en découlent.

Ce modèle dynamique et très sensible s'est avéré une réussite, en ce sens que le PYM a lancé efficacement un certain nombre de programmes, comme la bourse artistique Ghassan Kanafani afin de soutenir l'intérêt de la jeunesse pour la culture et l'identité palestiniennes, les initiatives des « universités populaires » et le travail de soutien aux réfugiés en Grèce et à San Diego, Californie, afin de relier la lutte des réfugiés palestiniens et la cause des droits des réfugiés à l'échelle mondiale.

Les leçons que nous pouvons tirer de ce cas même sont importantes. Primo, il est d'une importance cruciale que l'on reconnaisse les variantes dans les expériences vécues et que l'on accorde, dans divers contextes, de l'espace aux Palestiniens afin qu'ils puissent s'organiser et aborder les défis auxquels ils sont confrontés dans leurs propres environnements, sans toutefois se voir imposer des solutions d'ordre général. Ceci a permis au PYM de changer d'image après que plusieurs des soulèvements arabes eurent été écrasés et d'assurer sa continuité malgré les obstacles rencontrés. Secundo, centrer l'intérêt sur la jeunesse est incontournable si l'on veut sauvegarder l'enthousiasme et la vitalité au sein du mouvement. Il est manifestement improductif, par amour et souci de la tradition, de reproduire les mêmes formes organisationnelles qui peuvent avoir bien fonctionné dans des temps révolus, sans se demander de façon critique si ces stratégies sont toujours utiles. Placer les problèmes des jeunes à l'avant-plan et installer des jeunes dans des positions de guidance est impératif.

Notes :

[1] Le nombre de Palestino-Américains n'est pas clair. Certaines estimations avancées à partir d'études réalisées dans les années 1980 font état d'un chiffre aussi important que 250.000 ; toutefois, les derniers chiffres émanant de l'American Community Survey (Enquête sur la communauté américaine) ramènent ce nombre à 82.000 (c'est-à-dire le nombre de cas auto-rapportés). Pour plus d'informations, consulter Kathleen Christison, « The American Experience: Palestinians in the U.S. » (L'expérience américaine : les Palestiniens aux États-Unis), dans *Journal of Palestine Studies* 18, 4 (1989) : pp. 18–36 ainsi que Carlos Cortés, « Multicultural America: A Multimedia Encyclopedia » (L'Amérique multiculturelle : une encyclopédie des multimédias) (Thousand Oaks, CA : SAGE Publications, 2013), pp. 1670-1671.

[2] Les données ici proviennent d'interviews d'une membre fondatrice du PYM, Loubna Qutami, ainsi que de participants au programme d'université d'été du PYM. Qutami a rédigé un essai sur le mouvement.



* Membre de Al-Shabaka, **Dana El Kurd** a obtenu son doctorat en gouvernance à l'Université du Texas à Austin. Elle est spécialisée en politique comparée et en relations internationales. Elle travaille actuellement comme chercheuse au [Centre arabe pour la recherche et les études politiques](#) et à son institution sœur, le [Doha Institute for Graduate Studies](#).

Traduction : Charleroi pour la Palestine – Jean-Marie Flémal

Rendre des comptes : L'OLP, d'hier à demain

[Marwa Fatafta](#)

Il est plus que temps de dissocier l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et l'AP et d'œuvrer à restaurer le mandat de l'OLP, sa représentativité et ses responsabilités envers le peuple qu'elle prétend représenter.

En ces temps de pandémie du Covid-19, génératrice d'un très grand inconfort personnel, de nombreuses pertes en vies humaines et d'un chaos financier à l'échelle planétaire, et au moment où Israël se prépare à annexer en tout ou en partie les Territoires palestiniens occupés (TPO), il est impératif que le peuple transforme la crise en opportunité.

Plutôt que d'attendre qu'Israël étrangle lentement l'Autorité palestinienne (AP) mise en place par les accords d'Oslo, il est plus que temps de dissocier l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et l'AP et d'œuvrer à restaurer le mandat de l'OLP, sa représentativité et ses responsabilités envers le peuple qu'elle prétend représenter.

Pouvons-nous envisager un système de direction et de responsabilisation qui donne l'occasion aux Palestiniens de contribuer aux décisions politiques qui modèlent leurs existences, qui leur assure des possibilités d'action corrective et qui serve d'arène à leur engagement politique et à leur participation ? Peut-être, en passant en revue certains des défis du passé pourrions-nous concevoir un futur alternatif dans lequel une OLP responsable et représentative serait le pivot de la lutte palestinienne pour l'autodétermination et la justice.

Le mythe de la représentation

La principale mission de l'OLP en tant que « *seule représentante légitime* » du peuple palestinien consiste à représenter tous les Palestiniens éparpillés dans des géographies et lignes idéologiques fragmentées.



Yasser Arafat dirigea l'OLP de 1969 à 2004, année de son très probable assassinat – Photo : Archives

A ses débuts, l'OLP était le fer de lance du mouvement de libération nationale et elle était parvenue à réunir les factions de la résistance palestinienne sous une seule coordination suite à la défaite de 1967.

Elle avait également créé des structures et associations communautaires dans les camps de réfugiés, des organisations de la communauté de la diaspora palestinienne et d'importantes institutions de développement. Cette approche a maintenu l'OLP sur la brèche à partir des années 1960 jusque dans les années 1990, avec plusieurs succès remarquables en cours de route, dont le rétablissement des Palestiniens comme peuple mondialement reconnu en tant que tel, avec l'OLP comme sa seule et unique représentante légitime.

Pourtant, l'autodétermination et la justice n'ont pas été réalisées et il n'y a pas eu de demande de comptes, pour cet échec, que ce soit sous la direction de feu Yasser Arafat ou sous celle de Mahmoud Abbas. Par contre, même aujourd'hui, la discussion de l'actuelle crise de direction reste l'otage de certaines personnalités.

La question fréquemment posée est celle-ci : Que va-t-il advenir, après Mahmoud Abbas ? Non seulement, ceci reflète la nature personnalisée de la direction palestinienne, mais cela rejette aussi l'entité politique palestinienne de l'équation.

Depuis les années 1990, la relation entre l'OLP et le peuple fluctue entre engagement des masses et déconnexion avec les masses et, pourtant, il n'y a jamais eu de fossé aussi large qu'actuellement entre l'entité politique palestinienne et la direction.

Le but original de la mobilisation des communautés palestiniennes a été la lutte pour la libération de la Palestine. L'Article 11 de la Charte nationale palestinienne (1968) stipulait que « les Palestiniens auront trois mots d'ordre : l'unité nationale (Wihda Wataniyya), la mobilisation nationale (Ta'bi'a Qawmiyya) et la libération (Tahreer) ».

Cette mission conférait à l'OLP une source solide de légitimité et de pouvoir. Toutefois, son mandat a commencé à être remis en question une fois que le Conseil national palestinien (CNP) a officiellement modifié sa stratégie, qui était celle de la lutte pour la libération de la totalité de la Palestine, pour la concentrer, lors de sa réunion de 1988 à Alger, sur une solution à deux Etats. Le changement dans la stratégie de l'OLP a signifié trois choses.

Primo, en abandonnant la lutte pour la libération de toute la Palestine et en se concentrant sur le but de la formation en Etat, l'OLP faisait passer son poids politique et sa concentration de la diaspora palestinienne et des communautés de réfugiés vers les TPO.

Ceci marqua le début de la déconnexion entre le peuple palestinien et sa représentante, qui fut encore accrue par l'échec des accords d'Oslo signés entre Israël et l'OLP dans les années 1990 et par la création de l'AP.

Secundo, le changement dans la mission de l'OLP ne se traduisit pas par un changement dans sa structure organisationnelle ni dans son processus décisionnel, ce qui déboucha sur une paralysie et une inefficience encore accrues.

Le processus décisionnel de l'OLP était basé sur un système de quotas, qui représentait les factions de la résistance palestinienne plutôt que les communautés palestiniennes. Même si le CNP avait octroyé des sièges aux intellectuels, syndicats, associations de femmes, étudiants et autres corps palestiniens organisés, et même si certains sièges étaient indépendants ou étaient occupés par d'autres factions, un grand nombre l'étaient par des gens affiliés au Fatah, qui dominait l'OLP depuis 1968.

Etant donné que la direction de l'OLP n'était pas désignée via des élections, la sélection des représentants siégeant dans ses différents corps devint un exercice de partage de pouvoir plutôt qu'un reflet de la composition changeante de l'entité politique palestinienne.

Ceci explique en partie la domination du Fatah sur l'OLP et l'exclusion des mouvements islamiques du Hamas et du Djihad islamique.

L'accord de 2005 entre les 12 factions palestiniennes, connu sous le nom de déclaration du Caire, insistait sur la nécessité de réformer l'OLP en s'appuyant sur un consensus entre tous les factions palestiniennes.

En fait, il s'agit d'une caractérisation erronée de ce que signifie une réforme : Elle impliquait de partager le gâteau entre les factions palestiniennes plutôt que d'habiliter le peuple palestinien à élire librement ou choisir ses représentants. Elle présupposait également que les factions palestiniennes étaient un canal d'engagement politique aussi adéquat que par le passé.

Tertio, le contrat social initial entre l'OLP et le peuple palestinien prévoyait de mobiliser les Palestiniens pour la lutte armée et la libération nationale. Le projet d'Etat marqua un abandon de ce but pour en choisir un autre dans lequel les Palestiniens allaient devoir être servis en tant que « *citoyens* » par leur gouvernement.

L'AP fournit les fondations administratives, organisationnelles et politiques – prévues comme intérimaires, à l'origine – sur lesquelles la direction palestinienne chercha à bâtir le futur Etat palestinien dans les TPO et selon les frontières de 1967. L'apport de l'aide étrangère garantit la position de l'AP en tant que dirigeante du peuple palestiniens dans les TPO et représentante palestinienne de facto dans les relations avec Israël et la « *processus de paix* ».

L'adéquation de l'OLP par rapport au mouvement national continua à faiblir et les communautés palestiniennes des camps de réfugiés et de la diaspora se retrouvèrent de plus en plus marginalisées.

Bref, en dépit d'un mandat de représentation consolidé par la reconnaissance internationale en 1974, il n'y a jamais eu au sein de l'OLP de mécanisme de responsabilisation donnant la possibilité aux Palestiniens d'être consultés à propos des décisions politiques prises en leur nom.

Comme [l'affirme](#) Osamah Khalil, le CNP et le Comité exécutif (CE) de l'OLP auraient pu avoir un mandat démocratique sur papier par lequel le premier aurait servi de « *parlement de tous les Palestiniens* » et le second de bras exécutif du premier.

En réalité, le CE exerce d'importants pouvoirs décisionnels, dont les pouvoirs budgétaires, alors que le CNP sert en réalité à entériner d'office les décisions du CE.

Une voie vers le renouveau ?

A une époque où règne une absence évidente de direction, nous devons nous demander ce qu'il conviendrait de faire pour rendre à l'OLP son importance d'antan.

Primo, et c'est le plus important, l'OLP doit être complètement dissocié de l'AP et, secundo, les mécanismes de responsabilisation doivent être institués et jouer un rôle majeur dans le fonctionnement de l'OLP.

Dissocier l'OLP de l'AP est essentiel pour diverses raisons. L'une d'elles, c'est que dans le pouvoir non démocratique personnalisé du secrétaire général de l'OLP et du président de l'AP, que ce soit aujourd'hui ou dans le passé, les institutions de l'OLP et de l'AP sont devenues ses bras très étendus, lesquels servent à consolider ce même pouvoir et à appliquer ses décisions. Quand, après Oslo, les yeux et l'argent de la communauté internationale se sont tournés vers l'AP, l'OLP s'en est trouvée particulièrement impuissante.

Une autre raison, c'est que, bien que le projet d'Etat n'ait pas réussi, bien des Palestiniens le perçoivent toujours comme l'une des façons possibles de concrétiser l'autodétermination palestinienne.

En même temps, un nombre croissant de Palestiniens croient que le projet national doit se reconcentrer sur un seul Etat démocratique dans lequel il y aura des réparations intégrales, avec l'égalité pour tous. Pour qu'il en soit ainsi, les Palestiniens vont devoir générer une force considérable, plus grande que celle qu'ils ont été en mesure de rassembler dans les années 1960 et 1970.

La force tout entière du peuple palestinien sera nécessaire et elle ne pourra être générée sans l'OLP. Toutefois, pour être efficiente, l'OLP devra être en mesure de rendre des comptes au peuple palestinien.

Le concept de responsabilisation découle de l'idée selon laquelle ceux à qui l'on confie pouvoir et autorité afin de servir un groupe de citoyens doivent répondre devant eux de la façon dont ils utilisent leur autorité et leurs ressources, et qu'il importe qu'ils aient été élus ou désignés. Cela signifie également que les citoyens du groupe en question ont le droit d'accéder à leur travail et à leurs décisions, de les remettre en question et d'être également à même d'exprimer leur approbation ou leur désaccord.

Pour qu'une mesure de responsabilisation soit efficace, trois éléments très importants doivent être présents : la transparence (rendre les décisions, les plans et les ressources accessibles au public) ; la reddition de comptes ou nécessité de s'expliquer (les dirigeants représentatifs doivent fournir au public des justifications de leurs décisions) ; et l'applicabilité ou force exécutoire (il existe une forme de « *punition* », quand les représentants manquent à leurs devoirs, comme ne pas se faire réélire ou être poursuivi par des institutions internes indépendantes).

La mise en application de ces éléments requerra un remaniement démocratique du mandat de l'OLP, de ses institutions et de son mode de fonctionnement.

Pour garantir ce fonctionnement même, le CE de l'OLP doit être non seulement responsabilisé et contrôlé par le CNP, comme c'est actuellement le cas sur papier – mais pas dans la pratique – mais les deux doivent pouvoir rendre des comptes devant des organes indépendants afin de garantir qu'ils remplissent bien leur mandat, qu'ils n'abusent pas de leur pouvoir et qu'ils sont exempts de toutes formes de favoritisme et de corruption.

On devrait consacrer beaucoup de réflexion à la façon dont de tels organes indépendants sont constitués. Une approche pourrait être d'inviter un panel d'avocats et de juges palestiniens respectés, venus de toute la Palestine et de la diaspora, afin de les constituer.

Une autre dimension également importante de la responsabilisation réside dans le lien entre le peuple et l'autorité qui le représente. Au lieu de privilégier les 12 factions palestiniennes, il convient d'ouvrir la porte à tous les Palestiniens afin de représenter leur peuple si celui-ci les a choisis et sélectionnés et qu'ils puissent le faire librement et sans entrave.

Ceci pose un défi majeur, encore qu'il ne soit pas insurmontable. Il y a eu des efforts en vue d'organiser des élections directes dont il serait possible de tirer des leçons. En outre, par exemple, les dirigeants palestiniens pourraient investir dans la restauration de centres communautaires opérant comme lieux de convergence pour des auditions et consultations publiques à l'usage des Palestiniens vivant dans diverses parties du monde.

Sur ce plan, on néglige trop souvent les ambassades de Palestine et les bureaux palestiniens de représentation. Le statut international de l'OLP est toujours solide et il a même été renforcé depuis la reconnaissance par l'ONU de la Palestine en tant qu'observatrice non affiliée en 2012.

Les ambassades pourraient contribuer à remodeler l'esprit même des communautés palestiniennes partout où elles ont des antennes, par exemple, en organisant des séances publiques pour les Palestiniens de la diaspora afin qu'ils s'engagent dans des développements politiques sur le terrain et qu'ils examinent la façon dont la direction leur répond.

Dans bien des postes, toutefois, ils pourraient devoir travailler d'arrache-pied pour aller au-delà de ces membres de la communauté qui s'alignent de très près sur le Fatah et la direction de l'AP.

Les circonstances nationales palestiniennes sont uniques et, partant, la question de la direction, de la représentation et la responsabilisation requiert de l'imagination et une grande faculté d'adaptation, surtout face à une occupation militaire violente et à un régime discriminatoire qui refuse le droit au retour aux réfugiés et l'égalité aux citoyens palestiniens d'Israël – un régime dont l'intérêt est de garder les Palestiniens, aussi bien le peuple que ses dirigeants, dans un état de fragmentation et de division.

Néanmoins, l'histoire contemporaine du peuple palestinien comprend d'abondants exemples de succès dans l'organisation politique et la mobilisation de masse, comme le soulèvement palestinien contre le mandat britannique en 1936-1939, ou les premières années de l'OLP même, ou encore la Première Intifada.

Ces expériences et d'autres encore peuvent servir d'aide-mémoire et de boussole à propos de la capacité du peuple palestinien à modeler son propre avenir.



* Membre de Al-Shabaka, Marwa Fatafta est écrivain, chercheur et analyste politique palestinienne basée à Berlin. Elle dirige les travaux d'Access Now sur les droits numériques dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord en tant que responsable politique pour la région MENA. Elle est également membre du conseil consultatif de l'organisation palestinienne de défense des droits numériques [Zamleh](#).

Traduction : Charleroi pour la Palestine – Jean-Marie Flémal

Annexe 1 : Bref récapitulatif du contexte et de la structure de l'OLP

L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a été lancée à Jérusalem en 1964, suite à un appel du sommet de la Ligue arabe au Caire en vue de créer une organisation représentative du peuple palestinien. Le Conseil national palestinien (CNP) a adopté la Charte nationale en 1965 et l'a révisée en 1968. En 1974, la Ligue arabe et l'Assemblée générale des Nations unies ont reconnu officiellement l'OLP comme « seule représentante légitime du peuple palestinien ».



Yasser Arafat entouré de combattants palestiniens à Tripoli, au Liban, en 1983 - Photo : Archives Info-Palestine.eu

En 1988, le CNP a appuyé la solution à deux Etats au conflit avec Israël et a amendé la Charte de l'OLP de façon à la rendre conforme à son acceptation du processus de paix d'Oslo et à sa reconnaissance d'Israël. En 2012, l'Assemblée générale des Nations unies a amélioré le statut de la Palestine aux Nations unies, lui accordant le statut d'Etat observateur non membre, qui l'habilitait à signer les traités de l'ONU. Cette démarche fut entreprise « sans préjudice pour les droits et privilèges acquis ni pour le rôle de l'Organisation de libération de la Palestine aux Nations unies en tant que représentante du peuple palestinien ».

Trois organes principaux constituent l'OLP..

1) Le Conseil national palestinien (CNP)

Le CNP est l'autorité législative de l'OLP et il est considéré comme l'organe décisionnel le plus élevé de l'organisation. Il est responsable de la formulation de la politique de l'organisation et il doit obligatoirement se réunir pour toute modification de la Charte. Il opère en tant que parlement des Palestiniens en exil et représente tous les Palestiniens, sauf les citoyens palestiniens d'Israël. L'on dit que le CNP compte 747 membres (d'autres estimations suggèrent que le nombre actuel de membres est de 794) en provenance de la Palestine et de la diaspora. La composition du CNP est censée représenter tous les secteurs du peuple

palestinien dans le monde, y compris les partis politiques et organisations populaires (auxquels sont assignés des quotas spécifiques), ainsi que des personnalités indépendantes, dont des intellectuels, des dirigeants religieux et des personnalités du secteur des affaires.

Le peuple palestinien est censé élire directement le CNP selon un système électoral établi en 1965. L'Article 5 de la Loi fondamentale de l'OLP stipule : « Les membres du Conseil national seront élus par le peuple palestinien en vote direct, selon un système qui doit mis en place à cet usage par le Comité exécutif. » L'Article 6 stipule : « S'il devait être impossible d'organiser une élection au Conseil national palestinien, ce même Conseil national continuera à siéger jusqu'au moment où les circonstances permettront la tenue d'élections. » En fait, il n'y eut jamais d'élections – de la façon stipulée par la Loi fondamentale.

2) Le Conseil central palestinien (CCP)

Le CCP a été créé par le CNP en 1977 et il sert d'intermédiaire entre le CNP et le Comité exécutif (CE). Il est dit que l'organe responsable des décisions compte 143 membres, dont 13 représentants du Conseil législatif palestinien de l'Autorité palestinienne (AP) et 18 membres du CE de l'OLP, ainsi que des représentants de la plupart des factions palestiniennes.

3) Le Comité exécutif (CE)

Le CE est élu par le CNP et il est la branche exécutive de l'OLP. Il est composé de 18 membres (3 sièges sont actuellement vacants et on dit qu'ils sont censés être occupés par un membre de chacune des trois factions suivantes : le Hamas, le Djihad islamique et le Front populaire pour la libération de la Palestine). Les principales fonctions du CE consistent à appliquer les mesures et décisions du CNP et du Conseil central, ainsi qu'à guider et superviser le travail de l'AP. Son président est actuellement (et ce, depuis 2004) Mahmoud Abbas, qui est également le président de l'Etat de Palestine et de l'AP, en même temps que le chef du Fatah.

Traduction : Jean-Marie Flémal